

REGLEMENTS GENERAUX DE LA LNC

La Ligue Nationale de Cyclisme (LNC) est une association constituée le 27 juin 2008 en application de loi du 1^{er} juillet 1901, dont l'objet est d'organiser la pratique du cyclisme professionnel en France. La création de la LNC résulte d'une décision de la Fédération Française de Cyclisme (FFC) de déléguer à une ligue professionnelle la gestion des activités de nature professionnelle, et ce en application de l'article L.132-1 du Code du Sport.

La LNC est ainsi un organisme reconnu par la Loi, qui contribue à l'exécution d'une mission de service public par subdélégation de la FFC.

Les règles générales de fonctionnement de la LNC sont prévues par ses statuts, approuvés par la FFC et par le Ministère des sports.

Les relations entre la LNC et la FFC sont régies par une convention à durée déterminée qui fait l'objet de renouvellements. Cette convention a pour objet de déterminer les prérogatives et moyens des deux entités, de manière à collaborer de manière claire et efficace.

Pour autant, les seuls statuts de la LNC et convention de mise à disposition sont apparus insuffisants pour assurer un fonctionnement optimal de la LNC.

Dans ces conditions, il a été décidé de créer les présents règlements généraux de la LNC dont l'objet est de préciser et de clarifier, notamment à travers les textes actuels et et/ou à créer, les positions, les résolutions et les usages existants, son mode de fonctionnement interne et externe.

Pour autant, contrairement à la majeure partie des sports professionnels, le cyclisme dispose de fortes particularités qui ont nécessairement été prises en compte dans l'élaboration des présents règlements généraux. En effet, compte tenu d'un sport largement internationalisé au niveau professionnel, l'organisation générale du cyclisme se fait autour des règles édictées par l'Union Cycliste Internationale (UCI) qui constituent, dans leur grande majorité, la réglementation de base auxquelles adhèrent les différentes fédérations nationales affiliées, sous réserve toutefois des dispositions légales nationales. En l'occurrence, il s'avère que la réglementation de l'UCI est extrêmement dense et couvre un grand nombre de sujets.

Il résulte parfois de cette situation originale des zones de superposition de règles qui peuvent nuire à la bonne administration du cyclisme, du fait notamment d'une démultiplication des règles et des procédures et d'un partage des prérogatives pas toujours clairement définis entre l'UCI, la FFC et la LNC.

Dans ce contexte international prééminent, la construction des règlements généraux de la LNC s'est résolument inscrite dans un souci d'efficacité en fonction des principes directeurs suivants :

- Eviter de créer ou seulement de réécrire des règles qui existent déjà au sein des règlements de l'UCI ou de la FFC, de manière à ne pas contribuer à une nouvelle strate réglementaire ;
- A cet effet, sélectionner les différents règlements (UCI et FFC), les reprendre quand ceux-ci s'appliquent tels qu'ils sont rédigés ; les compléter en tant que besoin lorsque cela est possible selon les principes admis et ajouter tous commentaires, explications ou préconisations utiles à leur compréhension ou leur application ;

- Clarifier le positionnement et le rôle de la LNC en tant qu'interlocuteur des acteurs du cyclisme sur les différents sujets, en particulier concernant les thèmes pour lesquels la LNC dispose d'une compétence propre ;
- Mettre en œuvre une organisation interne permettant à la LNC d'assurer ses missions ;
- Constituer un document unique, clair et pédagogique à partir duquel l'utilisateur (groupe cycliste, organisateur, coureur etc...) peut trouver, de manière cohérente, l'ensemble des textes et procédures applicables à son activité ;
- Arbitrer, trancher ou préconiser les éventuels conflits de normes.
- Plus globalement, faire de ces règlements généraux un outil de gestion pour ses utilisateurs.

Sur le plan pratique, les règlements généraux seront avant tout consultables sur support informatique, compte tenu des renvois qui seront faits, pour certains sujets, aux textes de l'UCI et de la FFC.

Partie 1 : CONDITIONS D'INSCRIPTION APPLICABLES AUX GROUPES CYCLISTES ET AUX ORGANISATEURS

(Votée par le CA du 6 décembre 2018)

En application de l'article 6 des statuts de la LNC, les groupes cyclistes souhaitant être membres de la LNC doivent être inscrits en division professionnelle, c'est-à-dire en 1^{ère} division, 2^{ème} division ou 3^{ème} division.

En application du même article, les organisateurs souhaitant être membres de la LNC doivent être admis à organiser chaque année au moins l'une des épreuves listées à l'article 6 des statuts de la LNC. Pour avoir lieu, cette épreuve doit donc être inscrite dans l'un des calendriers « Route UCI ».

L'inscription des groupes cyclistes en division 1^{ère} division, 2^{ème} division ou 3^{ème} division et des épreuves de courses cyclistes professionnelles aux calendriers « Route UCI » s'effectue pour une année, dans les conditions définies ci-après.

Chapitre I : Conditions d'inscription applicables aux groupes cyclistes

Les groupes cyclistes doivent remplir les conditions cumulatives définies au présent chapitre.

Article 1.1.1. : Conditions communes à toute demande d'inscription

Article 1.1.1.1. : Dépôt d'un pré-dossier

Préalablement à la constitution du dossier d'inscription et à l'étude de ce dossier par la DNCG Pro, les groupes cyclistes doivent impérativement :

- Régler à la LNC les frais d'inscription ;
- Verser à la LNC un dépôt de garantie ;
- Communiquer copie des statuts signés de la structure de gestion (société ou association) et l'accomplissement des formalités de dépôt (extrait K-BIS ou équivalent, dépôt à l'autorité administrative dans le cas d'une association) ;
- Justifier de l'ouverture d'un compte bancaire au nom de la structure de gestion.

Ce pré-dossier complet doit parvenir à la DNCG Pro au plus tard :

- le 15 septembre pour les équipes de 1^{ère} et 2^{ème} division ;
- le 15 octobre pour les équipes de 3^{ème} division.

S'agissant des groupes cyclistes sollicitant une inscription en division professionnelle, c'est-à-dire en 1^{ère} division, 2^{ème} division ou 3^{ème} division, pour la première fois, ce pré-dossier d'inscription doit être transmis au plus tard le 30 juin de l'année précédant la saison pour laquelle l'inscription est demandée.

Le détail de certaines pièces du pré-dossier est le suivant :

- **Frais d'inscription**

Les groupes cyclistes doivent payer des frais d'inscription à la LNC au plus tard le 15 septembre de l'année précédant la saison pour laquelle l'inscription est demandée pour les équipes de 1^{ère} et 2^{ème} division et au plus tard le 15 octobre de l'année précédant la saison pour laquelle l'inscription est demandée pour les

équipes de 3^{ème} division (pour les groupes cyclistes sollicitant une inscription en division professionnelle pour la première fois, ces frais d'inscription doivent être payés au plus tard le 30 juin de l'année précédant la saison pour laquelle l'inscription est demandée).

Cette somme doit être payée directement par le groupe cycliste et non par un tiers.

Le montant de ces frais d'inscription varie selon la division que les groupes cyclistes souhaitent intégrer. Il est défini annuellement par le Conseil d'administration de la LNC.

Si l'inscription du groupe cycliste n'est pas validée, les frais d'inscription lui seront restitués.

- **Dépôt de garantie**

Les groupes cyclistes doivent verser un dépôt de garantie à la LNC au plus tard le 15 septembre de l'année précédant la saison pour laquelle l'inscription est demandée pour les équipes de 1^{ère} et 2^{ème} division et au plus tard le 15 octobre de l'année précédant la saison pour laquelle l'inscription est demandée pour les équipes de 3^{ème} division (pour les groupes cyclistes sollicitant une inscription en division professionnelle pour la première fois, ce dépôt de garantie doit être versé au plus tard le 30 juin de l'année précédant la saison pour laquelle l'inscription est demandée).

Cette somme doit être payée directement par le groupe cycliste et non par un tiers.

Le montant de ce dépôt de garantie est défini par le Conseil d'administration de la LNC et figure dans la grille de tarification jointe aux présents règlements.

Ce dépôt de garantie vise à couvrir le défaut de paiement du groupe cycliste :

- des droits d'enregistrement UCI (sauf dans le cas de la reconduction d'une équipe en 1^{ère} division ou 2^{ème} division) ;
- des frais d'étude du dossier ;
- des licences ;
- des éventuelles pénalités pour non-respect des dispositions du contrôle de gestion ;
- de toute autre somme due à la LNC par le groupe cycliste.

Ce dépôt de garantie est encaissé par la LNC dès réception.

Si l'inscription du groupe cycliste est validée, le dépôt de garantie est conservé par la LNC et doit être reconstitué chaque année par le groupe cycliste au montant exigé.

Si l'inscription du groupe cycliste n'est pas validée, le dépôt de garantie lui sera restitué, déduction faite des éventuelles sommes dues à la LNC.

Article 1.1.1.2. : Dépôt du dossier d'inscription

Une fois que les documents constituant le « Pré-dossier » ont été transmis à la DNCG Pro, un dossier d'inscription en 1^{ère} division, 2^{ème} division ou 3^{ème} division comprenant les documents listés à l'annexe 1 du présent règlement doit être communiqué à la DNCG Pro par le groupe cycliste en respectant les délais prévus par ladite annexe.

Pour les groupes cyclistes sollicitant une inscription en division professionnelle pour la première fois, le dossier d'inscription ne doit être communiqué à la DNCG Pro que si cette dernière a, suite à l'étude du pré-dossier d'inscription spécifique dans les conditions fixées à l'article 1.1.2.2 et 1.1.2.2. des présents règlements, décidé d'autoriser le groupe cycliste à poursuivre la procédure d'inscription.

Article 1.1.1.3. : Etude du dossier d'inscription par la DNCG Pro

La DNCG Pro opère un contrôle du dossier d'inscription des groupes cyclistes dans les conditions définies aux articles 8.2 et suivants des présents règlements.

Elle vérifie également que les conditions relatives à la qualité de membre des groupes cyclistes, énumérées à l'article 6 des statuts de la LNC, sont remplies par les groupes cyclistes souhaitant être inscrits.

La DNCG Pro rend ensuite une décision quant à l'inscription du groupe cycliste qu'elle communique au groupe cycliste, à la FFC, à la LNC, à l'UCI et à l'UEC.

Article 1.1.1.4. : Décision de la DNCG Pro quant à l'inscription du groupe cycliste

La DNCG Pro, après étude du dossier d'inscription communiqué par le groupe cycliste, décide d'inscrire ou non ce dernier en 1^{ère}, 2^{ème} ou 3^{ème} division.

Cette décision est ensuite transmise au groupe cycliste avec copie à la FFC, la LNC, l'UCI et l'UEC.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours dans les conditions définies à l'article 8.2.9 des présents règlements.

En cas de décision de refus d'inscription prise par la DNCG Pro, il est appliqué des frais d'étude de dossier actuellement fixés à 10.000 euros.

Ce montant peut être revu chaque année sur décision du Conseil d'administration de la LNC.

Article 1.1.2. : Conditions spécifiques à une première demande d'inscription

Les conditions spécifiques édictées aux articles 1.1.2.1, 1.1.2.2, 1.1.2.3 et 1.1.2.4 ne concernent pas les candidatures des équipes dites de « développement » rattachées à un groupe cycliste déjà inscrit en division professionnelle (1^{ère} et 2^{ème} division professionnelle).

1.1.2.1. Acte de candidature

Avant toute annonce et prise de contact avec tout coureur, le représentant légal devra dans un premier temps faire acte de candidature auprès de la LNC par courrier recommandé avec accusé de réception précisant la division dans laquelle la future équipe souhaite s'inscrire.

Cet acte de candidature comprend :

- une attestation sur l'honneur du représentant légal de la structure support de la nouvelle équipe certifiant n'avoir déposé qu'un seul dossier de candidature au sein d'une seule fédération ou ligue ;

- Une attestation sur l’honneur du représentant légal de la structure support de la nouvelle équipe certifiant qu’il s’engage à faire une application volontaire des présents règlements généraux dans le cadre de sa demande d’inscription ;
- un descriptif du projet permettant de s’assurer du sérieux et de la viabilité du projet, sur le plan humain, structurel et financier.

Cet acte de candidature doit parvenir à la LNC avant le 15 mai précédant la saison sportive au titre de laquelle la demande est formulée.

Toute candidature parvenue postérieurement à cette date ne sera examinée par la LNC que si le représentant légal de la structure support de la nouvelle équipe justifie de circonstances indépendantes de sa volonté l’ayant empêché de faire acte de candidature dans les délais.

Suite à cette candidature, la DNCG Pro fera parvenir au représentant légal le cahier des charges à respecter pour déposer son pré-dossier spécifique d’inscription puis son dossier d’inscription

1.1.2.2. Constitution et dépôt d’un pré-dossier d’inscription spécifique

Une fois que le représentant légal a fait acte de candidature auprès de la LNC par courrier recommandé avec accusé de réception, un pré-dossier d’inscription spécifique devra être communiqué à la DNCG Pro par le groupe cycliste comprenant les documents listés à l’annexe 1 bis du présent règlement.

Ce pré-dossier spécifique a pour objet de permettre à la DNCG Pro de s’assurer de la viabilité juridique, administrative et financière du projet.

Il doit être transmis à la DNCG Pro au plus tard le 30 juin précédant la saison sportive au titre de laquelle la demande est formulée.

1.1.2.3. Etude du pré-dossier d’inscription et décision de la DNCG Pro quant à la poursuite de la procédure d’inscription du groupe cycliste

La DNCG Pro, après étude de ce pré-dossier spécifique d’inscription, décide d’autoriser ou non le groupe cycliste à poursuivre la procédure d’inscription.

La DNCG Pro rend sa décision au plus tard le 31 juillet précédant la saison sportive au titre de laquelle la demande est formulée.

Cette décision est ensuite transmise au groupe cycliste avec copie à la FFC, la LNC, l’UCI et l’UEC.

Cette décision peut faire l’objet d’un recours dans les conditions définies à l’article 8.2.9 des présents règlements.

En cas de décision de refus d’inscription prise par la DNCG Pro, il est appliqué des frais d’étude de dossier actuellement fixés à 10.000 euros.

Ce montant peut être revu chaque année sur décision du Conseil d’administration de la LNC.

1.1.2.4. Possibilité pour le groupe cycliste de conclure des contrats de travail avec des coureurs en tant que groupe cycliste professionnel en cours d'inscription

Le groupe cycliste n'est autorisé à conclure des contrats de travail avec des coureurs cyclistes professionnels, en tant que groupe cycliste professionnel, qu'à compter du 1^{er} aout précédant la saison sportive au titre de laquelle la demande est formulée, et uniquement si la DNCG Pro décide d'autoriser le groupe cycliste à poursuivre la procédure d'inscription à la suite de l'étude du pré-dossier d'inscription spécifique.

Article 1.1.3. : Conditions spécifiques aux groupes cyclistes sollicitant une inscription en 3^{ème} division professionnelle

Les conditions spécifiques édictées aux articles 1.1.3.1 et 1.1.3.2 ne concernent pas les groupes cyclistes dits de « développement » rattachées à un groupe cycliste déjà inscrit en division professionnelle (1^{ère} et 2^{ème} division professionnelle).

Article 1.1.3.1 : Composition de l'encadrement minimum du groupe cycliste

Chaque groupe cycliste souhaitant être inscrit en 3^{ème} division professionnelle pour la saison suivante doit engager au minimum :

- deux directeurs Sportif ;
- un entraîneur ;
- une personne ne charge de la gestion administrative du groupe cycliste ;
- deux mécaniciens ;
- deux assistants
- un kinésithérapeute (obligatoire uniquement à compter de la saison 2024) ;
- un médecin.

Ces personnes doivent être rémunérées pour leur activité.

Elles doivent être engagées pour toute la durée de la saison sportive.

Il revient au groupe cycliste de s'assurer que ces personnes interviennent dans un cadre juridique conforme à la réglementation en vigueur.

S'agissant du médecin et du kinésithérapeute, leur présence sur au moins 10 jours de course ou de stage doit être contractualisée.

Article 1.1.3.2 : Composition de l'effectif coureur du groupe cycliste

L'effectif de l'équipe professionnelle du groupe cycliste doit être composé d'au moins 10 coureurs.

Au moins 40 % des coureurs composant cette équipe doivent avoir disposé du statut de coureur cycliste professionnel la saison précédente.

Dans l'hypothèse où le groupe cycliste n'était pas inscrit en division professionnelle la saison précédente, l'effectif de l'équipe professionnelle doit être composé :

- d'au moins 40 % de coureurs présents dans l'effectif de l'équipe l'année précédente ;
- d'au moins 40 % de coureurs ayant disposé du statut de cycliste professionnel la saison précédente.

Chapitre II : Conditions d'inscription applicables aux structures organisatrices de courses cyclistes

Conformément à l'article 6 des statuts de la LNC, les structures organisatrices de courses cyclistes (ci-après les « organisateurs ») souhaitant être membres de la LNC doivent organiser chaque année au moins l'une des épreuves listées audit article et remplir les conditions cumulatives définies au présent chapitre.

Article 1.2.1. : Condition spécifique aux organisateurs non-inscrits aux calendriers « Route UCI » l'année précédente ainsi qu'aux organisateurs déjà inscrits aux calendriers « Route UCI » l'année précédente souhaitant modifier leur épreuve (format, date, nombre de jours de course, division, etc.)

Le dossier d'inscription des organisateurs n'étant pas inscrits aux calendriers « Route UCI » l'année précédente en « Grand Tour », « Epreuve World Tour » (1ère division), « Epreuve Pro Séries » (2ème division), « Epreuve classe 1 » (3ème division), , « Critérium professionnel (route, piste et cyclo-cross) », et des organisateurs déjà inscrits aux calendriers « Route UCI » l'année précédente souhaitant modifier le leur épreuve (format, nombre de jours de course, date de l'épreuve, division, etc.), ne pourra être étudié par la DNCG Pro que si un accord est préalablement intervenu entre l'organisateur et la « Commission calendrier » de la LNC concernant :

- la date à laquelle l'épreuve pour laquelle l'organisateur non-inscrits aux calendriers « Route UCI » l'année précédente sollicite l'inscription doit se dérouler ;
- les évolutions apportées à l'épreuve inscrite aux calendriers « Route UCI » l'année précédente (date, format, nombre de jours de course, division, etc.).

Cet accord doit impérativement intervenir avant l'envoi du dossier d'inscription à la DNCG Pro.

A cet effet, la « Commission calendrier » de la LNC peut, au besoin, solliciter l'avis de la DNCG Pro.

Article 1.2.2. Dépôt du dossier d'inscription

Chaque année, les organisateurs désirant voir leur épreuve inscrite aux calendriers « Route UCI » doivent déposer auprès de la DNCG Pro, au plus tard le 30 juin de l'année précédant la saison pour laquelle l'inscription est demandée, un dossier de d'inscription.

Article 1.2.2.1. Contenu du dossier pour les organisateurs inscrits aux calendriers « Route UCI » l'année précédente

Le dossier d'inscription des organisateurs déjà inscrits aux calendriers « Route UCI » l'année précédente en « Grand Tour », « Epreuve World Tour » (1ère division), « Epreuve Pro Séries » (2ème division), « Epreuve classe 1 » (3ème division), est composé des documents prévus aux articles 1.2.1.1.1. à 1.2.1.1.2.

Article 1.2.2.1.1. Frais liés aux assurances et aux contrôles antidopage

Les organisateurs doivent verser à la LNC une somme correspondant au montant des frais liés aux assurances et aux contrôles antidopage selon la tarification de la saison en cours, étant précisé qu'en cas de décision de réévaluation au titre de la saison objet de la demande, l'organisateur devra s'acquitter du complément. Ce versement est encaissé une semaine avant le jour de la course en ligne Hommes Élités des championnats du monde de l'année précédant celle au titre de laquelle l'inscription a été demandée.

Par ailleurs, dès réception des informations liées au montant des assurances à régler au titre de la saison suivante, la LNC envoie une facture auprès de chaque organisateur sur laquelle figure le montant des frais liés aux assurances et aux contrôles antidopage de la saison suivante.

Le premier versement vient en déduction du montant à régler.

Le deuxième versement est à effectuer avant l'Assemblée générale de fin d'année de la LNC.

En cas d'annulation de la course, la somme correspondant au montant des frais liés aux assurances et aux contrôles antidopage versée par l'organisateur ne lui sera remboursée que si cette annulation a lieu au plus tard le jour de la course en ligne Hommes Élités des championnats du monde de l'année précédant celle au titre de laquelle l'inscription a été demandée.

Article 1.2.2.1.2. Communication des documents comptables

Tous les organisateurs doivent transmettre à la DNCG Pro Organisateurs les comptes annuels (bilans, comptes de résultats et annexes) de leur structure et toutes les structures co-organisatrices de l'épreuve et informer la LNC de cette transmission.

La communication de ces documents est strictement confidentielle.

Article 1.2.2.1.3. Communication d'un état prévisionnel et liquidatif des frais de police et de gendarmerie

Tous les organisateurs doivent transmettre à la DNCG Pro Organisateurs un état prévisionnel et liquidatif des frais de police et de gendarmerie de l'année précédente.

Article 1.2.2.2. Contenu du dossier pour les organisateurs non-inscrits aux calendriers « Route UCI » l'année précédente

Le dossier d'inscription des organisateurs n'étant pas inscrits aux calendriers « Route UCI » l'année précédente en « Grand Tour », « Epreuve World Tour » (1ère division), « Epreuve Pro Séries » (2ème division), « Epreuve classe 1 » (3ème division), est composé des documents prévus aux articles 1.2.2.2.1. à 1.2.2.2.5.

Article 1.2.2.2.1. Frais liés aux assurances et aux contrôles antidopage

Les organisateurs doivent verser à la LNC une somme correspondant au montant des frais liés aux assurances et aux contrôles antidopage selon la tarification de la saison en cours, étant précisé qu'en cas de

décision de réévaluation au titre de la saison objet de la demande, l'organisateur devra s'acquitter du complément. Ce versement est encaissé une semaine avant le jour de la course en ligne Hommes Élites des championnats du monde de l'année précédant celle au titre de laquelle l'inscription a été demandée.

Par ailleurs, dès réception des informations liées au montant des assurances à régler au titre de la saison suivante, la LNC envoie une facture auprès de chaque organisateur sur laquelle figure le montant des frais liés aux assurances et aux contrôles antidopage de la saison suivante.

Le premier versement vient en déduction du montant à régler.

Le deuxième versement est à effectuer avant l'Assemblée générale de fin d'année de la LNC.

En cas d'annulation de la course, la somme correspondant au montant des frais liés aux assurances et aux contrôles antidopage versée par l'organisateur ne lui sera remboursée que si cette annulation a lieu au plus tard le jour de la course en ligne Hommes Élites des championnats du monde de l'année précédant celle au titre de laquelle l'inscription a été demandée.

Article 1.2.2.2.2. Communication des documents comptables

Tous les organisateurs, n'étant pas inscrits aux calendriers « Route UCI » l'année précédente en « Grand Tour », « Epreuve World Tour » (1ère division), « Epreuve Pro Séries » (2ème division), « Epreuve classe 1 » (3ème division) doivent transmettre à la DNCG Pro Organisateurs les comptes annuels (bilans, comptes de résultats et annexes) de leur structure et de toutes les structures co-organisatrices de l'épreuve et informer la LNC de cette transmission.

La communication de ces documents est strictement confidentielle.

Dans l'hypothèse où l'organisateur ne dispose pas de tels documents comptables du fait de sa création récente, celui-ci doit transmettre dans le cadre de son dossier les documents suivants :

- Copie des statuts signés de la structure de gestion (société ou association) et des formalités de dépôt réalisées (extrait K-BIS ou équivalent, dépôt à l'autorité administrative dans le cas d'une association) ;
- Justificatif de l'ouverture d'un compte bancaire au nom de la structure organisatrice.

Article 1.2.2.2.3. Communication de documents complémentaires

En outre, les organisateurs qui n'étaient pas inscrits aux calendriers « Route UCI » l'année précédente en « Grand Tour », « Epreuve World Tour » (1ère division), « Epreuve Pro Séries » (2ème division), « Epreuve classe 1 » (3ème division) devront également communiquer à la DNCG Pro les documents suivants :

Documents techniques

Programme et/ou guide technique de la dernière édition de l'épreuve comprenant au minimum les informations suivantes :

- programme et horaires des compétitions ;

- liste des prix et des primes ;
- emplacement des podiums et des locaux (contrôle antidopage, secrétariat, presse,...) ;
- mise en place du service d'ordre, du service de sécurité et du service de secours médical ;
- installations de photo-finish et de chronométrage ;
- installations sonores et speakers ;
- description du parcours, comprenant, au minimum, et s'il y a lieu :
 - o description et plans détaillés de la piste ou du parcours, y compris les zones de départ et d'arrivée ;
 - o organisation des ravitaillements (formule, nombre, zones de ravitaillements).
- liste des équipes engagées et nombre de coureurs ;
- règlement particulier de l'épreuve.

Documents comptables et financiers

- Budget de fonctionnement prévisionnel de l'épreuve ;
- Pour les organisateurs qui, sans avoir été inscrit au calendrier international de l'UCI en classe 1, Hors classe ou Pro TOUR l'année précédente, demandent leur inscription à celui-ci : Budget de fonctionnement prévisionnel de l'épreuve à son nouveau format, établi conformément au modèle transmis par la DNCG ;
- Comptes financiers des trois dernières années attestés par l'expert-comptable (bilan, comptes de résultat, annexes) ;
- Plan de liquidité/trésorerie prévisionnel cumulé mensuel de la saison en cours et de la suivante ;
- Justification des recettes (notamment provenant des partenaires publics et privés) ;
- Toute lettre d'observations suite à contrôle fiscal ou social.

Le budget et le compte financier doivent faire apparaître spécifiquement les indemnités versées aux équipes.

Documents administratifs

- Statut de l'association ;
- Procès-verbal de l'assemblée générale annuelle de l'association organisant l'épreuve des trois dernières années et approuvant les comptes de celle-ci ;
- Attestation d'assurance responsabilité civile.

Article 1.2.2.2.4. Paiement des frais d'étude du dossier

L'organisateur n'étant pas inscrit au calendrier international de l'UCI l'année précédente en « Grand Tour », « Epreuve World Tour » (1ère division), « Epreuve Pro Séries » (2ème division), « Epreuve classe 1 » (3ème division) doit s'acquitter de frais d'étude de dossier fixés à 1500 euros.

Ce montant peut être revu chaque année sur décision du Conseil d'administration de la LNC.

En cas de décision de refus d'inscription prise par le Conseil d'administration, ces frais seront conservés par la Ligue.

Ils devront être de nouveau acquittés l'année suivante en cas de nouvelle demande d'inscription.

En cas d'annulation de la course, cette somme ne sera remboursée que si cette annulation a lieu au plus tard le jour de la course en ligne Hommes Élites des championnats du monde de l'année précédent celle au titre de laquelle l'inscription a été demandée.

Article 1.2.2.2.5. Garantie bancaire

L'organisateur n'étant pas inscrit au calendrier international de l'UCI l'année précédente en « Grand Tour », « Epreuve World Tour » (1ère division), « Epreuve Pro Séries » (2ème division), « Epreuve classe 1 » (3ème division) doit produire auprès de la LNC une garantie bancaire couvrant au minimum le montant des prix de courses, des frais liés aux contrôles antidopage et aux assurances.

Cette garantie bancaire permet également de couvrir toute somme due à la LNC ou toute somme relative aux prix des coureurs qui resteraient dus.

Elle est effectuée au bénéfice de la LNC.

La garantie bancaire est calculée en additionnant le montant des sommes couvertes et mentionnées à l'alinéa 1 du présent article. Son montant est communiqué à l'organisateur par la LNC.

En cas d'annulation de la course, cette somme ne sera remboursée que si cette annulation a lieu au plus tard le jour de la course en ligne Hommes Élites des championnats du monde de l'année précédant celle au titre de laquelle l'inscription a été demandée.

1.2.2.3. Contenu du dossier pour les organisateurs de « Critérium professionnel (route, piste et cyclo-cross) » inscrits, ou non, aux calendriers « Route UCI » l'année précédente

Le dossier d'inscription des organisateurs de Critérium est composé des documents prévus aux articles 1.2.2.3.1. à 1.2.2.3.3.

Article 1.2.2.3.1. Frais liés aux assurances et aux contrôles antidopage

Les organisateurs de criterium doivent verser à la LNC une somme correspondant au montant des frais liés aux assurances et aux contrôles antidopage selon la tarification de la saison en cours, étant précisé qu'en cas de décision de réévaluation au titre de la saison objet de la demande, l'organisateur devra s'acquitter du complément. Ce versement est encaissé une semaine avant le jour de la course en ligne Hommes Élites des championnats du monde de l'année précédant celle au titre de laquelle l'inscription a été demandée.

Par ailleurs, dès réception des informations liées au montant des assurances à régler au titre de la saison suivante, la LNC envoie une facture auprès de chaque organisateur sur laquelle figure le montant des frais liés aux assurances et aux contrôles antidopage de la saison suivante.

Le premier versement vient en déduction du montant à régler.

Le deuxième versement est à effectuer avant l'Assemblée générale de fin d'année de la LNC.

En cas d'annulation de la course, la somme correspondant au montant des frais liés aux assurances et aux contrôles antidopage versée par l'organisateur ne lui sera remboursée que si cette annulation a lieu au plus tard le jour de la course en ligne Hommes Élites des championnats du monde de l'année précédant celle au titre de laquelle l'inscription a été demandée.

Article 1.2.2.3.2. Communication de documents complémentaires

En outre, les organisateurs de criterium devront également communiquer à la DNCG Pro les documents suivants :

Documents techniques

- Descriptif du parcours, étant précisé que la taille du circuit sur lequel l'épreuve se déroule ne doit pas être supérieur à 10 kilomètres et inférieur à 800 mètres ;
- Justificatif de la mise en place d'un service d'ordre, d'un service de sécurité et d'un service de secours médical ;

Documents comptables et financiers

- Justificatif du budget affecté spécifiquement à l'organisation de l'épreuve dont l'inscription est sollicitée, étant précisé que celui-ci doit être d'au moins 40.000 euros HT ;

Documents administratifs

- Statuts de la structure organisatrice ;
- Procès-verbal de l'assemblée générale annuelle de la structure organisant l'épreuve des trois dernières années et approuvant les comptes de celle-ci ;
- Attestation d'assurance responsabilité civile ;
- Justificatif de l'ouverture d'un compte bancaire au nom de la structure organisatrice.

Autres documents

- Justificatif de l'accord préalablement intervenu entre l'organisateur et la « Commission calendrier » de la LNC concernant la date à laquelle l'épreuve pour laquelle l'organisateur sollicite l'inscription doit se dérouler ;
- Engagement écrit du dirigeant de la structure de conclure avec chaque coureur cycliste professionnel participant à son épreuve un contrat de travail ;
- Engagement écrit du dirigeant de la structure de ne pas porter atteinte, de quelque manière que ce soit, à l'image du cyclisme.

Article 1.2.2.3.3. Paiement des frais d'étude du dossier

L'organisateur de criterium n'étant pas inscrit au calendrier international de l'UCI l'année précédente doit s'acquitter de frais d'étude de dossier fixés à 1.000 euros.

Ce montant peut être revu chaque année sur décision du Conseil d'administration de la LNC.

En cas de décision de refus d'inscription prise par le Conseil d'administration, ces frais seront conservés par la Ligue.

Ils devront être de nouveau acquittés l'année suivante en cas de nouvelle demande d'inscription.

En cas d'annulation de la course, cette somme ne sera remboursée que si cette annulation a lieu au plus tard le jour de la course en ligne Hommes Élites des championnats du monde de l'année précédent celle au titre de laquelle l'inscription a été demandée.

Article 1.2.3. Contrôle opéré par la DNCG Pro Organismes

Une fois le dossier d'inscription valablement déposé les organisateurs doivent, pour voir leur épreuve inscrite aux calendriers « Route UCI », se soumettre au contrôle de la DNCG Pro Organismes dans les conditions définies aux présents règlements.

La DNCG Pro vérifie également que les conditions relatives à la qualité de membre des organisateurs, énumérées à l'article 6 des statuts de la LNC, sont remplies par les organisateurs souhaitant être inscrits.

Article 1.2.4. Décision de la DNCG Pro quant à l'inscription des épreuves au calendrier UCI

Après étude du dossier, la DNCG Pro rend une décision favorable, ou défavorable, quant à l'inscription de l'épreuve au calendrier « Route UCI », au regard du dossier d'inscription et des éventuelles informations qui lui ont été transmises.

Cette décision est ensuite transmise à l'organisateur avec copie à la FFC, la LNC, l'UCI et l'UEC.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours dans les conditions définies à l'article 8.3.9. des présents règlements.

Parties 2 : LES EPREUVES SUR ROUTE

(Votée par le CA du 6 décembre 2018)

Chapitre I : Calendrier et participations

Article 2.1. : Participation des groupes cyclistes aux épreuves du calendrier professionnel français

Les règles relatives à la participation des groupes cyclistes professionnels aux épreuves « Route UCI » édictées par l'U.C.I et la F.F.C doivent impérativement être respectées par les équipes professionnelles françaises.

Par ailleurs, les groupes cyclistes de 1^{ère} et de 2^{ème} division professionnelle ayant créé une équipe « de développement » évoluant en 3^{ème} division professionnelle ont l'obligation de faire participer aux épreuves du calendrier professionnel français l'équipe évoluant en 1^{ère} ou 2^{ème} division professionnelle et non l'équipe « de développement ».

Article 2.2. : Participation des groupes cyclistes aux épreuves du calendrier professionnel français

Les organisateurs de courses cyclistes professionnelles inscrites au calendrier professionnel français devront verser aux groupes cyclistes professionnels français participant à leur épreuve des frais de participation dans les conditions définies dans le tableau ci-dessous :

Accueil des Groupes Sportifs Professionnels Français sur les épreuves du Calendrier Français 2022

Groupes sportifs français	Epreuves WORLD TOUR <small>(hors Tour de France)</small>		Circuit Continental Européen					
	Epreuve par étapes	Epreuve d'un jour	ProSéries			CL 1		
			Epreuve par étapes	Epreuve d'un jour	Epreuve d'un jour de la Coupe de France FDJ	Epreuve par étapes	Epreuve d'un jour	Epreuve d'un jour de la Coupe de France FDJ
Equipes WorldTour 1ère division	Participation obligatoire Application des indemnités de participation UCI WorldTour		Participation obligatoire			Participation obligatoire Application des indemnités de participation des calendriers Continentaux UCI		
			2 900 € HT/Equipe	3 600 € HT/Equipe	330 € HT/Coureur partant	2 000 € HT/Equipe	2 600 € HT/Equipe	330 € HT/Coureur partant
Equipes ProTeams 2ème division	Participation obligatoire Application des indemnités de participation UCI WorldTour		Participation obligatoire			Participation obligatoire		
			2 900 € HT/Equipe	3 600 € HT/Equipe	330 € HT/Coureur partant	2 000 € HT/Equipe	2 600 € HT/Equipe	330 € HT/Coureur partant
Equipes Continentales 3ème division	Participation non autorisée		Participation obligatoire			Participation obligatoire		
			1 000 € HT/Equipe	1 500 € HT/Equipe	330 € HT/Coureur partant	1 000 € HT/Equipe	1 500 € HT/Equipe	330 € HT/Coureur partant

Tous les montants sont à minimums et nets, les éventuelles taxes étant à la charge de l'organisateur

Un organisateur qui refuserait l'application des indemnités de participation telles qu'elles sont inscrites dans le tableau ci-dessus ne pourra recevoir de la LNC les différentes attestations d'assurances liées au contrat fédéral. A cet effet, dans les délais prévus par la réglementation UCI, l'organisateur devra transmettre aux groupes cyclistes concernés le document justifiant de son engagement de prise en charge dans les montants prévus ci-dessus.

Cette condition s'ajoute aux conditions prévues dans les règlements généraux de la LNC pour l'octroi de l'assurance.

Chapitre II : Dispositions Générales

Réservé

Chapitre III : Epreuves d'une journée

Réservé

Chapitre IV : Epreuves contre-la-montre individuelles

Réservé

Chapitre V : Epreuves contre la montre par équipes

Réservé

Chapitre VI : Epreuves par étapes

Réservé

Chapitre VII : Criteriums

Réservé

Chapitre VIII : Epreuves individuelles

Réservé

Chapitre IX : Autres épreuves

Réservé

Chapitre X : Classement UCI WORLDTOUR

Réservé

Chapitre XI : Classements continentaux Hommes Elite et moins de 23 ans

Réservé

Chapitre XIV : Coupes UCI

Réservé

Chapitre XV : UCI WORLDTOUR

Réservé

Chapitre XVI : Equipes continentales professionnelles

Réservé

Chapitre XVII : Equipes continentales UCI

Article 2.17.1 : Principes généraux

En application des règlements de l'UCI, il appartient aux fédérations nationales (en l'occurrence la LNC) et sauf sur certains points déjà fixés par les règlements de l'UCI, de déterminer les règles relatives au statut d'Equipe Continentale UCI.

Ainsi, la LNC inscrira l'équipe en tant qu'Equipe Continentale UCI uniquement si elle considère que son dossier réunit les conditions fixées aux articles 1.1.1. et suivants des présents règlements (en plus des conditions minimales de l'UCI).

Le présent chapitre a donc pour objet de définir le statut d'Equipe Continentale UCI et de préciser les règles applicables pour obtenir le statut sollicité.

Pour tout ce qui n'est pas prévu par le présent chapitre il convient de se référer aux dispositions du chapitre XVII du Titre 2 (épreuves sur routes) des règlements de l'UCI.

Article 2.17.2 : Principe général relatif à l'obtention du statut d'Equipe Continentale UCI

L'inscription du groupe cycliste en 3^{ème} division et donc l'obtention du statut d'équipe Continentale UCI s'effectue dans les conditions prévues aux articles 1.1.1. et suivants des présents règlements.

Article 2.17.3 : Dispositions spécifiques aux équipes ayant comme partenaire principal l'Etat et/ou un de ses établissements publics

L'intervention de l'Etat ou d'un établissement public peut conduire à la mise à disposition de coureurs ayant le statut d'agent public. Il en résulte que l'obligation de conclure un contrat de travail de droit privé conforme aux dispositions légales et conventionnelles s'avère impossible et qu'il peut en résulter, par ailleurs, une économie de charges sociales.

Ces éléments ont un impact sur l'équité entre les différents groupes cyclistes.

Pour tenir compte de cette particularité sans pour autant porter atteinte au principe d'équité entre les équipes, les règles dérogatoires suivantes sont applicables par rapport au cahier des charges des Equipes Continentales UCI :

- l'obligation de conclure un contrat de travail de droit privé avec les coureurs est fixée au minimum à 4 coureurs. Toutefois, en cas de rupture de contrat en cours de saison, l'équipe aura l'obligation, si le seuil minima n'est plus atteint, d'embaucher un nouveau coureur de manière à ce que cette obligation soit respectée en permanence sur toute la saison.

- la rémunération brute des agents public mis à disposition doit respecter les minimas conventionnels applicables à tout groupe cycliste professionnel ;

- s'il s'avère, pour les emplois publics mis à disposition, que le montant des charges sociales et taxes assises sur les salaires est inférieur au coût qui aurait été supporté par le groupe cycliste s'il avait dû embaucher lui-même des salariés de droit privé, il sera alors versé par le groupe cycliste à la LNC une contribution exceptionnelle. Cette contribution exceptionnelle sera calculée par la DNCG Pro sur la base de l'économie réalisée par l'équipe du fait de l'intervention

Le contrôle de la DNCG Pro est opéré sur la base de ce cahier des charges adapté.

La DNCG Pro décide in fine d'inscrire ou non l'équipe auprès de l'UCI.

Partie 3 : REGLEMENT COUPE DE FRANCE

(Intégré dans les règlements généraux par le CA du 21 juin 2013)

(Modifié par le CA du 12 décembre 2013)

(Modifié par le CA du 11 décembre 2014)

(Modifié par le CA du 10 décembre 2015)

(Modifié par le CA du 24 juin 2016)

(Modifié par le CA du 6 décembre 2018)

(Modifié par le CA du 14 janvier 2022)

La présente Partie complète les règlements généraux de la FFC. Etant un règlement spécifique, elle déroge, le cas échéant, aux dispositions contraires des règlements de la FFC et de l'UCI. La Coupe de France de cyclisme sur route est la propriété exclusive de la LNC.

Article 3.1

La Coupe de France FDJ est un challenge organisé par la Ligue Nationale de Cyclisme. Elle porte sur une sélection d'épreuves françaises inscrites au calendrier Europe Tour.

Article 3.2

Pour pouvoir intégrer la Coupe de France FDJ, toute nouvelle épreuve devra remplir les conditions suivantes :

- Avoir été organisée au niveau professionnel sous l'égide de la LNC (respect de l'accord ROCC-AC2000) les deux années précédant sa demande ;
- Accepter le cahier des charges de la Coupe de France FDJ ;
- S'engager obligatoirement pour 2 ans à minima ; une caution de 2 000 € sera demandée à l'organisateur. Elle lui sera remboursée à la fin de la 2ème année.

Le fait de remplir ces critères n'attribue pas automatiquement le label Coupe de France FDJ. Le conseil d'administration de la LNC est le seul compétent pour valider le Calendrier de la Coupe de France FDJ.

Toute épreuve qui se retire du calendrier de la Coupe de France FDJ et qui souhaiterait y revenir ultérieurement, devra remplir à nouveau les conditions du règlement général en cours et sera, à ce titre, considérée comme une nouvelle épreuve.

Article 3.3

La Coupe de France FDJ comporte trois classements :

- Classement individuel : La Coupe de France FDJ est ouverte à tous les coureurs participant à ses épreuves.
- Classement par équipes : La Coupe de France FDJ est ouverte à tous les groupes français.
- Classement individuel des Jeunes : La Coupe de France FDJ est ouverte à tous les coureurs participant à ses épreuves nés après le 31 décembre **1996**.

Article 3.4

1°) Les épreuves qui souhaiteraient ne plus faire partie du challenge Coupe de France FDJ devront adresser un courrier à la LNC au plus tard le 31 octobre de l'année précédente pour signifier leur retrait.

2°) Sauf circonstance exceptionnelle, cas de force majeure ou pandémie une épreuve annulée perd le label Coupe de France FDJ. Seul le conseil d'administration de la LNC aura le pouvoir de décider si une annulation relevait de l'exceptionnel.

Article 3.5

Aucune concurrence entre épreuves de la Coupe de France FDJ n'est admise.

Article 3.6

Les organisateurs invitent obligatoirement les équipes françaises de première, de seconde et de troisième division.

Pour 8 équipes françaises ayant le statut professionnel, les organisateurs versent 371 € HT soit 445,20 € TTC par coureur partant pour les 8 équipes françaises ayant le statut professionnel.

Pour 9 ou 10 équipes françaises ayant le statut professionnel, Les organisateurs versent 330 € HT soit 396 € TTC par coureur partant

Ces versements s'effectuent sur présentation d'une facture.

Pour les équipes étrangères de 1ère et de 2ème division les indemnités de déplacement sont conformes à la grille UCI. Pour les équipes de 3ème division étrangères ainsi que pour toute équipe française sans statut professionnel, les frais de déplacement se traitent de gré à gré.

Article 3.7

1°) Pour le classement individuel, sont attribués :

50 – 35 – 25 – 20 – 18 – 16 – 14 – 12 – 10 - 8 – 6 et 5 points respectivement aux 12 premiers coureurs classés de chaque épreuve.

3 points sont accordés aux coureurs classés entre la 13ème et la 15ème place incluse.

Le classement général individuel s'établit par l'addition des points ainsi obtenus.

En cas d'ex-æquo, les coureurs sont départagés par le plus grand nombre de premières places puis, le cas échéant, de 2ème, de 3ème places, de la meilleure place lors de la dernière manche. En cas de nouvelle égalité, c'est le meilleur classement lors de la dernière manche couru qui les départage.

2°) Le classement par équipes est établi pour les seuls groupes français de la manière suivante :

- a) Les trois premiers coureurs de chaque équipe sont retenus. Le classement s'effectue par l'addition des places obtenues dans l'épreuve.

En cas d'ex-æquo, c'est la meilleure place à l'arrivée qui départage les équipes.

- b) L'équipe qui obtient le moins de points est classée première.
Les équipes ainsi classées reçoivent respectivement : 12 – 9 – 8 – 7 – 6 points et, s'il y a lieu, 5 – 4, etc...

En cas d'ex-æquo, les équipes sont départagées par le plus grand nombre de premières places et, le cas échéant, de 2ème, puis de 3ème places.

En cas de nouvelle égalité, c'est le dernier classement qui les départage.

3°) Pour le classement individuel des Jeunes, sont attribués :

50 – 35 – 25 – 20 – 18 – 16 – 14 – 12 – 10 – 8 – 6 et 5 points respectivement aux 12 premiers coureurs classés de chaque épreuve, à la place réelle.

3 points sont accordés aux coureurs classés entre la 13ème et la 15ème place incluse, place réelle à l'arrivée.

Le classement général individuel des jeunes s'établit en application des règles inscrite dans le deuxième paragraphe de l'article 3.7. 1°).

Article 3.8

L'organisateur veillera au respect du cahier des charges de la Coupe de France FDJ édité par la LNC. **Si celui-ci n'utilise pas le fond de podium fourni par la LNC, le support qu'il utilise devra se conformer à la présentation générale de la Coupe de France FDJ.**

Article 3.9

A l'issue de chaque épreuve, et à l'exception de la dernière manche, doivent se présenter au podium protocolaire :

- **le leader de la Coupe de France FDJ à l'issue de l'épreuve**
- **ou, en son absence, le trophée sera remis au vainqueur de l'épreuve**

La remise protocolaire se situera entre la remise des trophées aux 3 premiers et les prix spéciaux de l'épreuve.

A l'issue de la dernière manche, doivent se présenter au podium protocolaire qui sera organisé à l'issue de celui de l'épreuve :

- **le vainqueur de la Coupe de France FDJ à l'issue de l'épreuve ou, en son absence, son directeur sportif**
- **le vainqueur du classement du meilleur jeune ou, en son absence, son directeur sportif**
- **les coureurs et directeur sportif de l'équipe vainqueur du classement par équipe**

La présence au protocole, dans les délais imposés par l'organisateur, des coureurs lauréats est obligatoire sous peine de sanction.

Si l'un des coureurs remportant un prix, ou à défaut son directeur sportif à condition que son équipe est présente sur l'épreuve, ne participe pas au protocole une retenue sur les prix sera appliquée. La pénalité sera calculée sur le montant total du prix remporté divisé par le nombre d'épreuves pour lesquelles le coureur, ou son directeur sportif, n'aura pas respecté ses obligations.

Article 3.10

1°) A l'issue de chaque épreuve, un support promotionnel est remis au leader de la Coupe de France FDJ ou en son absence le trophée sera remis au vainqueur de l'épreuve.

2°) En préambule de chaque épreuve, un support promotionnel est remis au groupe sportif leader du classement par équipe de la coupe de France FDJ

3°) En préambule de chaque épreuve, un support promotionnel est remis au lauréat présent du classement du meilleur jeune de la coupe de France FDJ ou en son absence à son Directeur Sportif.

Article 3.11

Les cas non prévus par ce règlement spécifique seront soumis au Bureau Exécutif de la LNC.

Article 3.12

Les prix :

- Au premier coureur : **7 700 euros**
- Au deuxième coureur : **4 600 euros**
- Au troisième coureur : **3 100 euros**
- Au premier du classement des Jeunes : **3 100 euros**
- A la première équipe : **7 500 euros**

Article 3.13

La cérémonie officielle de remise des prix de la Coupe de France aura lieu dans un lieu et à une date restant à définir.

Pour prétendre percevoir leur prix, les lauréats devront être présents. En cas d'absence ils ne percevront pas leur prix.

Tout coureur convaincu de l'usage de substances dopantes et méthodes de dopage pendant la saison, sera exclu du classement de la Coupe de France.

Tout coureur faisant l'objet d'une procédure disciplinaire en matière de dopage sera provisoirement retiré du classement jusqu'à décision finale de la procédure disciplinaire.

Le cas échéant, les prix attribués devront être restitués et seront transmis à l'ayant droit en cas de correction du classement.

Toutes les épreuves, sous peine d'exclusion, devront être représentées à la soirée Coupe de France.

Article 3.14

Lors de la cérémonie officielle de remise des prix de la coupe de France FDJ, les équipes françaises et les comités d'organisation devront être présents. En cas d'absence, le conseil d'administration pourra prendre toute décision qu'il estimera cohérents à l'absence d'une équipe ou d'un comité d'organisation.

Les sanctions pourront aller :

- Pour les équipes jusqu'au retrait de point pour la saison suivante ;
- Pour les comités d'organisation à l'exclusion du calendrier de la coupe de France.

Partie 4 : FONCTIONNEMENT INTERNE DE LA LNC

Chapitre I : Instances

Réservé

Chapitre II : Les commissions de la LNC

(Voté par le CA du 19 février 2013)

(Modifié par le CA du 26 juin 2015)

(Modifié par le CA du 14 mars 2017)

(Modifié par le CA du 23 juin 2017)

Section I - Dispositions générales de fonctionnement

Article 4.2.1.1 - Commissions et attributions par le Conseil d'Administration

Le présent règlement précise la composition et les compétences des commissions existantes au sein de la LNC.

Toute personne physique ou morale qui conteste une décision prise par l'une des Commissions de la LNC a l'obligation d'épuiser les voies de recours internes prévues par le présent règlement et le Règlement disciplinaire de la FFC.

Article 4.2.1.2 - Composition des commissions

Le Conseil d'Administration de la LNC nomme et révoque les membres des Commissions (Statuts LNC - Article 29).

La FFC dispose d'un membre de droit dans chaque Commission (Convention FFC/LNC – Article 22).

Sauf empêchement acté par le Conseil d'Administration de la LNC, la nomination des membres de chaque Commission est effectuée pour les quatre années à venir lors de la première réunion du Conseil d'Administration de la LNC suivant l'Assemblée Générale quadriennale électorale de la Fédération Française de Cyclisme.

A l'issue de la période quadriennale, les mandats prennent automatiquement fin lors de la réunion évoquée au précédent alinéa, au cours de laquelle le Conseil d'Administration de la LNC nomme les nouveaux membres.

En cas de nomination en cours de mandature, les mandats des membres de la commission prennent fin en même temps que ceux des autres membres de la Commission.

Le président de chaque commission est nommé, parmi les membres qui la composent, par le Conseil d'administration de la LNC. Les membres des commissions peuvent également désigner en leur sein un vice-président.

Des suppléants peuvent être nommés dans les mêmes conditions.

En cas d'absence ponctuelle du président de la commission, un membre désigné par lui exerce ses fonctions à la séance, ou à l'audience en ce qui concerne la Commission disciplinaire. En l'absence de désignation, les membres présents choisissent d'un commun accord celui d'entre eux qui préside la séance ou l'audience. A défaut d'accord, la présidence de la Commission est assurée par le membre présent le plus âgé.

Lorsque l'empêchement définitif d'un membre est constaté, un nouveau membre est désigné par le Conseil d'Administration pour la durée du mandat restant à courir.

L'empêchement définitif est constaté par le Conseil d'administration de la LNC. Un tel empêchement peut résulter, notamment, de la démission de l'intéressé notifiée par écrit à la LNC, de son absence non justifiée à trois séances ou audiences consécutives, ou du fait qu'il ne remplit plus les conditions qui ont présidées à sa nomination.

Article 4.2.1.3 - Secrétariat

Le secrétaire de chaque commission est nommé, parmi les membres qui la composent, par le Conseil d'Administration de la LNC. A défaut d'une telle nomination, les fonctions de secrétariat sont assurées par une personne qualifiée travaillant au sein de la LNC.

Le rôle du secrétaire est notamment d'organiser le travail de la Commission, de préparer les correspondances et la rédaction des procès-verbaux de séance, ainsi que la rédaction des décisions disciplinaires concernant la Commission disciplinaire.

Pour l'accomplissement de leurs missions les commissions sont assistées par le personnel de la LNC.

Article 4.2.1.4 - Envois postaux

Les envois postaux relatifs aux attributions des différentes commissions de la LNC sont adressés à la dernière adresse communiquée par le destinataire à la LNC, laquelle fait foi sauf modification communiquée en temps utile par l'intéressé.

Lorsque les dispositions du présent règlement prévoient des envois par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, cet envoi peut également, sauf précision complémentaire, être effectué par tout moyen permettant de faire la preuve de sa réception par le destinataire, notamment remise par voie d'huissier ou remise en main propres contre décharge.

Article 4.2.1.5 - Quorum et modalités de réunions

Les commissions se réunissent sur convocation de leur président ou, par délégation, du Directeur de la LNC.

Les commissions se réunissent en principe au siège de la LNC, mais peuvent également convenir de réunions téléphoniques. L'usage de l'e-mail sera privilégié dans les échanges, décisions et envois de dossiers entre les membres.

Les commissions peuvent également faire usage de la visioconférence, sous réserve de l'acceptation par le Président et de l'accord écrit des personnes entendues.

Les commissions instituées par le présent règlement ne peuvent valablement délibérer que si au moins la moitié des membres qui la composent sont présents. Les décisions sont prises à la majorité des membres présents. En cas de partage égal des voix, celle du président, ou de celui exerçant ses fonctions, est prépondérante.

Article 4.2.1.6 – Indemnisation des membres

Les membres des commissions sont par principe indemnisés des frais qu'ils ont engagés dans l'exercice de leur mission, selon les modalités fixées par le Conseil d'Administration.

Par exception et sur décision du Conseil d'Administration, les membres de tout ou partie des commissions peuvent se voir attribuer, au regard des sujétions importantes liées à leur mission, une indemnisation supplémentaire.

Article 4.2.1.7 – Obligation générales des membres

Les membres des commissions ne peuvent pas prendre part aux délibérations lorsqu'ils ont un intérêt direct ou indirect à l'affaire.

Les membres des commissions, le secrétaire et le personnel de la LNC, sont astreints à une obligation de confidentialité pour les faits, actes et informations dont ils ont pu avoir connaissance en raison de leurs fonctions.

Toute infraction à cette disposition entraîne la cessation des pouvoirs du membre de la commission ou du secrétaire.

La décision est prise par le Conseil d'Administration de la LNC.

Section II - Dispositions propres à certaines commissions

Paragraphe 1 - Commission disciplinaire

Le présent règlement de la commission disciplinaire est établi en application des articles L.131-8 et R.131-3 du code du sport et conformément à l'article 5 des statuts de la LNC.

Ce règlement ne s'applique pas aux procédures disciplinaires engagées à l'encontre des agents sportifs.

Il ne s'applique pas non plus en matière de lutte contre le dopage.

Article 4.2.2.1.1 - Compétences

Sous réserve des compétences exclusives de la FFC et de l'UCI, la Commission disciplinaire est compétente pour prononcer des sanctions à raison de la violation des règles posées par les statuts et les règlements de la LNC commis par une personne physique ou morale ayant une des qualités mentionnées ci-dessous à la date de commission des faits :

- les associations et sociétés sportives membres de la LNC ;
- les coureurs cyclistes professionnels licenciés de la fédération ;
- tout membre, préposé, salarié ou bénévole de ces associations et sociétés sportives agissant en qualité de dirigeant ou de licencié de fait.

(Règlement UCI - Articles 12.2.001 s.)

A ce titre, la Commission disciplinaire est notamment compétente pour :

- connaître des manquements à la discipline, ou de tous actes susceptibles de porter atteinte à l'image ou à la réputation du cyclisme, des coureurs, des entraîneurs et des dirigeants et de toutes autres personnes accomplissant une mission permanente au sein d'une équipe professionnelle ou au sein de la LNC ;
- évaluer le degré de responsabilité des équipes pour tout incident survenu ou toute infraction aux règlements constatée et rapportée à la LNC avant, pendant et après les épreuves et de prononcer les sanctions éventuelles ;
- statuer sur toute violation des règlements applicables aux épreuves organisées, ou co-organisées, par LNC.

Article 4.2.2.1.2 - Composition (Règlement disciplinaire FFC - Article 9)

La Commission disciplinaire est composée de cinq membres au moins, choisis en raison de leurs compétences d'ordre juridique ou en matière d'éthique et de déontologie sportive.

Par dérogation à l'article 4.2.1.2 des présents règlements, les membres de la Commission disciplinaire sont désignés par le Conseil d'administration de la LNC, sur proposition du Président de la LNC et après avis du Président de la FFC. Un membre est désigné par le Conseil d'administration de la FFC.

Les membres de la Commission disciplinaire ne peuvent pas être liés à la FFC ou à la LNC par un lien contractuel autre que celui résultant éventuellement de leur prise de licence.

Ainsi, le président de la FFC et celui de la LNC, les membres du Conseil d'administration de la LNC, ainsi que les membres des instances dirigeantes de la FFC, ne peuvent pas être membre de la Commission disciplinaire.

Ne peuvent pas non plus être membres de la Commission disciplinaire de la LNC les membres des autorités et organes disciplinaires de la FFC suivants :

- Les commissaires de course, juges et arbitres ;
- Les instances disciplinaires des comités régionaux ;
- La Commission nationale de discipline ;
- Le Conseil fédéral d'appel.

Ils se prononcent en toute indépendance et ne peuvent recevoir d'instruction de quiconque.

En outre, les membres de la Commission disciplinaire et les secrétaires de séance sont astreints à une obligation de confidentialité pour les faits, actes et informations dont ils ont connaissance en raison de leurs fonctions.

Il ne peut être mis fin aux fonctions d'un membre en cours de mandat qu'en cas :

- D'empêchement définitif constaté par le Conseil d'Administration de la LNC ;
- De démission ;
- Ou d'exclusion.

La méconnaissance des dispositions du présent article, notamment s'agissant des règles d'indépendance et de confidentialité, constitue un motif d'exclusion de la Commission disciplinaire prononcée par le Conseil d'Administration de la LNC.

En cas d'empêchement définitif du président, la présidence de la Commission disciplinaire est assurée par son membre le plus âgé.

Article 4.2.2.1.3 - Organisation des séances

La Commission disciplinaire se réunit sur convocation de son président ou de la personne qu'il mandate à cet effet.

Le président de séance de la Commission disciplinaire désigne un membre de celle-ci ou une autre personne de son choix pour assurer les fonctions de secrétaire de séance.

Les débats devant la Commission disciplinaire sont publics.

Toutefois, le président peut, d'office, ou à la demande d'une des parties, de son représentant légal, de son conseil ou de son avocat, interdire au public l'accès de la salle pendant tout ou partie de la séance si cette interdiction est justifiée par des considérations tenant à l'ordre public, au respect de la vie privée ou au secret professionnel.

Pour tenir compte de l'éloignement géographique ou de contraintes professionnelles ou médicales, le président de la Commission disciplinaire, après avoir recueilli l'accord de la personne poursuivie, peut décider que tout ou partie des débats seront conduits sous forme de conférence audiovisuelle, pourvu que les moyens utilisés garantissent la participation effective de chaque personne aux débats et le caractère contradictoire de la procédure.

Article 4.2.2.1.4 – Transmission des documents et actes de procédure

La transmission des documents et actes de procédure mentionnés au présent règlement est effectuée par courrier recommandé avec accusé de réception, par courrier remis en main propre contre décharge ou, le cas échéant, par courrier électronique à la personne poursuivie ou à son représentant légal, à son avocat, à l'organisme à but lucratif, à l'association ou à la société sportive avec laquelle elle a un lien juridique.

L'utilisation du courrier électronique doit garantir la fiabilité de l'identification des parties à la communication électronique, l'intégrité des documents adressés ainsi que la sécurité et la confidentialité des échanges entre l'ensemble des personnes participant à la procédure disciplinaire. Elle doit également permettre d'établir de manière certaine la date et l'heure de la transmission des documents ainsi que celles de leur réception par leur destinataire.

Article 4.2.2.1.5 - Déclenchement des poursuites disciplinaires

Le président de la LNC déclenche les poursuites disciplinaires de sa propre initiative.

Le président de la LNC peut également être saisi par :

- le ministère de tutelle ;
- les licenciés ;
- les membres de la FFC ;
- les membres des comités régionaux ou départementaux de la FFC ;
- les membres de la LNC et de son Conseil d'administration ;
- l'UCI ;

- toute fédération étrangère de cyclisme pour des faits commis dans son ressort territorial.

Le président de la LNC saisi d'une demande d'ouverture de procédure disciplinaire est souverain quant aux suites à donner à cette demande. Il peut décider :

- d'ouvrir une procédure disciplinaire ;
- de ne pas y donner suite ;
- ou de transmettre le dossier à une autre autorité.

Indépendamment des règles fixées aux alinéas précédents, la Commission disciplinaire peut, à l'initiative de son président, se saisir elle-même de faits litigieux dont elle a eu connaissance et qui relèvent de sa compétence. Dans ce cas, le représentant chargé de l'instruction prévu à l'article 4.2.2.1.7. est désigné par le président de la Commission disciplinaire.

Dans la mesure du possible, le déclenchement des poursuites disciplinaires doit être effectué dans les quinze jours suivants la connaissance des faits par la LNC.

Les membres de la Commission disciplinaire doivent faire connaître au président de la Commission s'ils ont un intérêt direct ou indirect à l'affaire sur laquelle ils doivent se prononcer. Dans ce cas, ils ne peuvent pas siéger.

Article 4.2.2.1.6 - Suspension à titre conservatoire

Lorsque les circonstances le justifient, notamment au regard de la gravité des faits, le Conseil d'administration de la LNC peut prononcer à l'encontre de la personne poursuivie, à tout moment de la procédure disciplinaire et par décision motivée, une mesure conservatoire dans l'attente de la notification de la décision par la Commission disciplinaire.

La mesure conservatoire évoquée à l'alinéa précédent peut revêtir la forme :

- d'une interdiction provisoire de participer aux manifestations sportives organisées ou autorisées par l'UCI, la FFC ou la LNC ;
- d'une interdiction provisoire de participer directement ou indirectement à l'organisation et au déroulement des compétitions et manifestations sportives autorisées par la FFC ou la LNC ;
- d'une interdiction provisoire pour la personne poursuivie d'exercer ses fonctions.

La mesure conservatoire prend fin en cas de retrait de celle-ci par le Conseil d'administration de la LNC ou si la Commission disciplinaire n'est pas en mesure de statuer dans le délai qui lui est imparti à l'article 4.2.2.1.13 des présents règlements.

Les décisions relatives aux mesures conservatoires sont notifiées aux personnes poursuivies dans les conditions prévues à l'article 4.2.2.1.4 et sont insusceptibles d'appel.

Article 4.2.2.1.7 – Représentant chargé de l'instruction

A l'exception des dossiers portant sur des faits susceptibles d'être sanctionnés par une suspension de compétition, de fonction ou par un retrait de licence inférieure ou égale à deux mois, le président de la LNC nomme, pour chaque affaire, un représentant chargé de l'instruction. Celui-ci représente la LNC.

Sans que cette liste ne soit limitative, peuvent procéder à l'instruction des affaires disciplinaires :

- les salariés de la LNC ;
- les personnes physiques, ou les collaborateurs et licenciés des personnes morales mentionnées à l'article 4.2.2.1.1. ;

- toute personne ayant les compétences requises au regard des faits faisant l’objet des poursuites.

La personne effectuant l’instruction a délégation du président de la LNC pour toutes les correspondances relatives à l’accomplissement de sa mission.

Elle ne peut avoir un intérêt direct ou indirect dans l’affaire, ni être membre de la Commission disciplinaire.

Elle est astreinte à une obligation de confidentialité pour tous les faits, actes et informations dont elle a pu avoir connaissance en raison de ses fonctions. Toute méconnaissance de ces obligations constitue une faute susceptible d’être sanctionnée par le Conseil d’Administration de la LNC, lequel peut notamment prononcer une interdiction d’exercer les fonctions d’instructeur pendant une durée déterminée.

Article 4.2.2.1.8 - Procédure d’instruction

La personne chargée de l’instruction établit un rapport qu’elle adresse à la Commission disciplinaire et à la personne poursuivie au vu des éléments du dossier et de tout renseignement recueilli par tout moyen. Elle n’a pas compétence pour clore d’elle-même une affaire.

La personne chargée de l’instruction exerce sa mission en toute impartialité et objectivité.

Elle peut :

- 1° Entendre toute personne dont l’audition paraît utile ;
- 2° Demander à toute personne des informations nécessaires à la procédure.

Article 4.2.2.1.9 – Convocation à l’audience

La personne poursuivie et, le cas échéant, son représentant légal, sont convoqués devant la Commission disciplinaire par l’envoi d’un document énonçant les griefs retenus dans les conditions prévues à l’article 4.2.2.1.4, au minimum sept jours avant la date de la séance.

Cette lettre de convocation indique à la personne poursuivie l’ensemble des droits définis au présent article.

Le délai de sept jours mentionné au premier alinéa peut être réduit en cas d’urgence, de circonstances tenant au bon déroulement des compétitions sportives ou de circonstances exceptionnelles, par décision du président de la Commission disciplinaire.

La décision de réduire ce délai par le président de la Commission disciplinaire, à son initiative ou à la demande de la personne chargée de l’instruction ou de la personne poursuivie. En ce cas, la faculté de demander l’audition de personnes s’exerce sans condition de délai.

La personne poursuivie ainsi que, le cas échéant, son représentant légal, son conseil ou son avocat, peuvent consulter, avant la séance, et au siège de la LNC, le rapport et l’intégralité du dossier.

Ils peuvent demander que soient entendues les personnes de leur choix, dont ils communiquent les noms quarante-huit heures au moins avant la réunion de la Commission disciplinaire.

Pour tenir compte de l’éloignement géographique ou de contraintes professionnelles ou médicales des personnes dont l’audition est demandée, celle-ci peut être réalisée par conférence téléphonique sous réserve de l’accord du président de la Commission disciplinaire et de la personne poursuivie.

Le président de la Commission disciplinaire peut, par décision motivée, refuser les demandes d'audition manifestement abusives.

Lors de la séance, la personne poursuivie peut être accompagnée de son représentant légal, de son conseil ou de son avocat et présenter ses observations écrites ou orales.

Si elle ne parle pas ou ne comprend pas suffisamment la langue française, elle peut demander à être assistée d'un interprète de son choix à ses frais ou d'un interprète choisi par la LNC aux frais de celle-ci.

Article 4.2.2.1.10 - Report

Le report de l'affaire ne peut être demandé par la personne poursuivie ou, le cas échéant, son représentant légal, son conseil ou son avocat, qu'une seule fois, quarante-huit heures au plus tard avant la date de la séance, pour un motif sérieux ou un cas de force majeure.

Sauf cas de force majeure, le report de l'affaire ne peut pas être demandé pour des raisons tenant à l'urgence, au bon déroulement des compétitions sportives ou à des circonstances exceptionnelles.

Le président de la Commission disciplinaire décide d'accorder ou non le report. En cas de refus, sa décision doit être motivée.

Le président de la Commission disciplinaire peut également décider de sa propre initiative de prononcer un report.

Article 4.2.2.1.11 - Déroulement de l'audience

Lorsque l'affaire est dispensée d'instruction, le président de séance de la Commission disciplinaire, ou la personne qu'il désigne, expose les faits et le déroulement de la procédure.

Lorsque l'affaire a fait l'objet d'une instruction, le rapport d'instruction est lu par le représentant chargé de l'instruction.

En cas d'empêchement de la personne chargée de l'instruction, son rapport peut être lu par le président de séance ou la personne qu'il désigne.

Toute personne dont l'audition paraît utile peut être entendue par l'organe disciplinaire. Si une telle audition est décidée, le président en informe la personne poursuivie avant la séance.

La personne poursuivie et, le cas échéant, son représentant légal, ainsi que la ou les personnes qui l'assistent ou le représentent, sont invités à prendre la parole en dernier.

Article 4.2.2.1.12 - Délibéré et décision

La commission disciplinaire ne peut délibérer valablement que lorsque trois au moins de ses membres sont présents.

En cas de partage égal des voix, le président de séance a voix prépondérante.

La Commission disciplinaire délibère à huis clos, hors la présence de la personne poursuivie, des personnes qui l'assistent ou la représentent, des personnes entendues à l'audience et de la personne chargée de l'instruction.

Lorsque les fonctions de secrétaire de séance sont assurées par une personne qui n'est pas membre de la Commission disciplinaire, celle-ci peut assister au délibéré sans y participer.

La Commission disciplinaire prend une décision motivée. Cette décision, ou le procès-verbal de la séance qui la relate, est signé par le président de séance et par le secrétaire.

La décision, ou l'extrait du procès-verbal constituant la décision, est notifié à la personne poursuivie ou, le cas échéant, à son représentant légal, ou à l'organisme à but lucratif, l'association ou la société sportive avec lequel elle a un lien juridique, selon les modalités définies à l'article 4.2.2.1.4.

La notification mentionne les voies et délais de recours.

Le président de la LNC, le président de la FFC, mais également l'association sportive, la société sportive ou l'organisme à but lucratif dont dépend la personne poursuivie, sont informés de cette décision.

Article 4.2.2.1.13 - Délai de décision

La Commission disciplinaire doit se prononcer dans un délai de dix semaines à compter de l'engagement des poursuites disciplinaires.

En cas de circonstances exceptionnelles, le délai de dix semaines peut être prorogé d'un mois par une décision motivée du président de la Commission disciplinaire.

Cette décision est notifiée à la personne poursuivie, le cas échéant, à son représentant légal, à son conseil ou à son avocat ou à l'organisme à but lucratif, l'association ou la société sportive avec lequel elle a un lien juridique, selon les modalités prévues à l'article 4.2.2.1.4.

Lorsque la séance a été reportée en application de l'article 4.2.2.1.10, le délai mentionné à l'alinéa précédent est prolongé d'une durée égale à celle du report.

Faute d'avoir statué dans ces délais, la Commission disciplinaire est dessaisie et l'ensemble du dossier est transmis au Conseil fédéral d'appel de la FFC.

Article 4.2.2.1.14 - Sanctions

La Commission disciplinaire peut prononcer toute sanction entrant dans la définition donnée par le Titre III « Sanctions disciplinaires » (Articles 27 s.) du Règlement disciplinaire de la FFC et le « Barème des pénalités » prévu par ledit Règlement.

Article 4.2.2.1.15 – Notification et publication

La notification de la décision doit préciser les voies et délais de recours dont dispose la personne concernée.

Après notification aux personnes en ayant fait l'objet et après épuisement des voies de recours internes à la FFC, la décision de la Commission disciplinaire peut être publiée dans toute publication officielle de la LNC et/ou de la FFC ou sur le site internet de la LNC. Le choix de la publication est effectué par la Commission disciplinaire. Il peut s'agir de l'intégralité ou d'une partie de la décision ou d'un résumé informant le public des motifs ou du dispositif de celle-ci.

La publication des décisions s'effectue de manière anonyme, sauf si la Commission disciplinaire, par une décision motivée, décide d'ordonner la publication nominative ou si la personne qui a fait l'objet d'une décision de relaxe demande à ce que celle-ci soit nominative.

Article 4.2.2.1.16 – Appel

La personne poursuivie et, le cas échéant, son représentant légal, son conseil ou son avocat ainsi que l'organisme à but lucratif, l'association ou la société sportive avec laquelle elle a un lien juridique, le Conseil d'administration de la LNC et l'organe compétent de la FFC peuvent interjeter appel de la décision de la Commission disciplinaire auprès du Conseil fédéral d'appel de la FFC selon les modalités prévues à l'article 4.2.2.1.4., dans un délai de sept jours.

Ce délai est prolongé de cinq jours dans le cas où le domicile de l'intéressé est situé hors de la métropole ou au seul profit de la personne poursuivie en cas d'appel par la fédération dont il relève.

L'appel n'est pas suspensif sauf décision motivée de la Commission disciplinaire prise en même temps qu'il est statué au fond.

Paragraphe 2 - Commission de gestion de la caisse de secours

Article 4.2.2.2.1 - Dispositions générales

La caisse de secours est un dispositif financé par les amendes payées sur décision des commissaires lors des compétitions.

Son objet global, détaillé dans les articles suivants, est d'apporter dans des cas spécifiques, selon des conditions et des modalités définies, une aide aux coureurs cyclistes professionnels, qu'ils soient ou non en activité.

La présente commission a pour objet de gérer la caisse de secours.

Cette commission est composée de 4 membres, dont au moins un membre appartenant à la FFC et un membre appartenant à l'UNCP. Ce dernier est nommé président de la commission par le Conseil d'Administration de la LNC.

La commission a pour mission d'étudier les demandes qui lui sont soumises et de donner ou non son accord.

Un compte bancaire spécifique est ouvert pour assurer la gestion de la caisse de secours.

En vue de l'assemblée générale de la LNC, la commission transmet au Conseil d'Administration un rapport annuel sur l'état financier de la caisse de secours et les différents dossiers traités dans l'année écoulée.

La caisse de secours est utilisée dans les conditions précisées ci-dessous, pour accorder deux catégories d'aides : les aides à la formation et les aides d'urgence ou ponctuelles.

Article 4.2.2.2 - Dispositions relatives à l'aide à la formation

Objectifs

Soutenir financièrement les coureurs dans leur projet de formation.

Critères d'attribution de l'aide

- Justifier de 2 années en qualité de coureur cycliste professionnel ;
- Débuter la formation au maximum 3 ans après la fin de carrière professionnelle ;
- Avoir, préalablement à toute demande adressée à la commission, sollicité auprès d'un organisme compétent la prise en charge financière de la formation au titre de laquelle le coureur sollicite la mobilisation de la caisse de secours ;
- Aide attribuée pour une formation spécifique, à l'année, reconductible en fonction de la durée de la formation, dans la limite de 3 années. En cas de prolongation, chaque dossier fera l'objet d'un examen particulier ;
- Les dossiers des coureurs ayant commis des manquements « éthiques » notamment par atteinte à l'image du sport cycliste ou comportement fautif avéré, seront étudiés au cas par cas et pourront faire l'objet d'un refus.
- Tout dossier non conforme ou frauduleux sera définitivement rejeté.

Il pourra être dérogé à ces critères d'attribution en cas de circonstances exceptionnelles, sur décision motivée de la commission.

Montants maximums de l'aide

Plafond dernier salaire mensuel brut	Somme allouée (limitée à 75% des coûts restant à charge du coureur)
moins de 6 000€	5 000€/an maximum
de 6 000€ à 12 000€	3 000€/an maximum
plus de 12 000€	1 500€/an maximum

Les plafonds ci-dessus sont déterminés par le Conseil d'Administration de la LNC avec l'accord de l'UNCP. Ils font l'objet d'un nouvel examen tous les 2 ans.

Procédure

- Au vu du dossier, la commission prend sa décision dans un délai raisonnable compte tenu des impératifs liés à la formation envisagée ;
- Par l'intermédiaire de la plateforme « infoconseil » de l'UNCP, le coureur doit faire parvenir à la LNC (à l'attention de la commission de gestion de la caisse de secours) une note de frais reprenant le montant du reste à charge validée par la Commission paritaire.
- En cas d'accord, le paiement se fait sur présentation des originaux des justificatifs du coût de la formation et des frais d'hébergement. Il est fait par ailleurs application d'un forfait kilométrique pour les frais de déplacement (0.41 €/km + péages). Les billets de transport en commun sont remboursés sur la base du tarif seconde classe.
- La commission assure la confidentialité des éléments transmis.

Article 4.2.2.3 - Aides d'urgence ou ponctuelles

Objectifs

- Soutenir ponctuellement un coureur confronté à d'importantes difficultés financières et/ou sociales ;
- Toute aide individuelle ou collective ayant pour objet de permettre ou de faciliter l'exercice du métier du coureur cycliste.

Critères d'attribution de l'aide

- Justifier de 2 années en qualité de coureur cycliste professionnel ;
- Etude individualisée du dossier en fonction des situations ;
- Tout dossier non conforme ou frauduleux sera définitivement rejeté.
- Par ailleurs, si les critères énoncés ci-dessus forment la règle générale, toute situation exceptionnelle pourra faire l'objet d'une étude spécifique.

Montants

Les montants sont ceux précisés au tableau figurant à l'article 2.

Procédure

- Le coureur doit faire parvenir à la LNC (à l'attention de la commission de gestion de la caisse de secours) une demande motivée ;
- La commission peut aussi se saisir sans qu'une demande lui ait été faite, si les éléments en sa possession le justifient ;

- La commission ne peut traiter le dossier que dans la mesure où, au préalable, l'UNCP s'est prononcé favorablement sur la recevabilité de ce dossier qui doit favoriser l'intérêt d'un coureur ou d'un collectif de coureurs ;
- La commission assure la confidentialité des éléments transmis.

Paragraphe 3 - Commission électorale (Statuts LNC - Article 29)

Article 4.2.2.3.1 - Objet

La Commission électorale est chargée :

- d'approuver les candidatures aux élections du Conseil d'Administration et du président de la LNC, et, de manière générale, à toutes les élections organisées dans le cadre de la LNC ;
- de procéder aux opérations de dépouillement à l'occasion des scrutins secrets ;
- de valider les résultats des élections du Conseil d'Administration et du président de la LNC, et, de manière générale, de toutes les élections organisées dans le cadre de la LNC ;
- de statuer sur tous les recours afférents aux élections du Conseil d'Administration et du président de la LNC, et, de manière générale, à l'ensemble des élections organisées dans le cadre de la LNC.

Article 4.2.2.3.2 - Composition

La Commission électorale est composée de trois membres ayant des compétences en matière juridique et dont la connaissance du cyclisme professionnel est éprouvée.

Le personnel de la LNC ne peut être membre de la commission. Les membres de la Commission électorale ne peuvent être candidats aux élections organisées dans le cadre de la LNC. Si un membre de la Commission électorale souhaite se porter candidat à une élection organisée dans le cadre de la LNC, le Conseil d'Administration de la LNC constate son empêchement définitif et désigne un nouveau membre en remplacement dans les conditions définies à l'article 4.2.1.2 du présent règlement.

Article 4.2.2.3.3 – Saisine

La Commission électorale peut s'autosaisir. Elle peut également être saisie par :

- tout candidat aux élections statutaires ou par le président de la LNC ;
- tout électeur pour ce qui concerne sa capacité à voter ou le décompte du nombre de voix dont il dispose.

Article 4.2.2.3.4 – Décisions, avis et moyens d'action

La Commission électorale peut :

- émettre un avis sur la recevabilité des candidatures ;
- avoir accès à tout moment aux bureaux de vote, leur adresser tous les conseils et former à leur intention toutes observations susceptibles de les rappeler au respect des dispositions statutaires et réglementaires ;
- se faire présenter tout document nécessaire à l'exercice de ses missions ;

- en cas de constatation d'une irrégularité, exiger l'inscription d'observations au procès-verbal, soit avant la proclamation des résultats, soit après cette proclamation ;
- procéder à tous les contrôles et vérifications utiles ;
- être saisie pour avis, par les organes de la LNC, de toute question relative à l'organisation des procédures électorales et de vote au sein de la LNC.

La Commission électorale peut s'adjoindre, sur décision de son président, les services d'un huissier de justice ou de tout autre professionnel du droit qui aura voix consultative.

La Commission électorale peut consulter tout document et entendre tout témoignage qui lui paraît nécessaire à l'exercice de sa mission.

Les membres de la Commission électorale sont tenus à une obligation de discrétion absolue sur les informations dont ils sont amenés à avoir connaissance pendant ses réunions ou les opérations de vote. Ils sont en outre tenus de s'abstenir de toute déclaration publique.

Article 4.2.2.3.5 - Recours

Les décisions prises par la Commission électorale ne sont susceptibles d'aucun recours interne (Statuts LNC - Article 18).

Chapitre III : Rapports externes

Section I - Représentations extérieures de la LNC

(Voté par le CA du 21 juin 2013)

La présente section précise les modes de désignations des représentants de la LNC auprès des institutions et organismes externes à celle-ci.

Paragraphe 1 - Représentation de la LNC auprès de la FFC

Sous-paragraphe 1 – Dispositions générales

Article 4.3.1.1.1

Les personnes représentant la LNC au Conseil d'Administration de la FFC sont proposées par le Conseil d'Administration de la LNC au vote de l'Assemblée générale de la FFC. (Statuts LNC - Article 13)

La LNC dispose d'un représentant membre de droit dans chaque commission de la FFC intéressant le secteur professionnel (Convention FFC/LNC – Article 22).

Sous-paragraphe 2 – Dispositions particulières à chacune des représentations

Article 4.3.1.1.2.1 – Représentation au sein du Conseil Fédéral de la FFC (Convention FFC/LNC – Article 22)

Le Conseil d'Administration de la LNC désigne deux personnes afin de siéger au sein du « collège professionnel » du Conseil Fédéral de la FFC. Ils devront ensuite être élus par l'assemblée générale de la FFC.

S'il n'est pas membre élu du Conseil Fédéral de la FFC, le président de la LNC y assiste de droit avec voix consultative.

Article 4.3.1.1.2.2 – Représentation au sein du Bureau exécutif de la FFC (Convention FFC/LNC – Article 22)

Le président de la LNC représente celle-ci au sein du Bureau exécutif de la FFC avec voix consultative.

Article 4.3.1.1.2.3 – Représentation au sein du Conseil fédéral d'appel (Règlement disciplinaire FFC – Article 9)

Le président de la LNC nomme un membre titulaire et un membre suppléant du Conseil fédéral d'appel.

Le président de la LNC donne également son avis sur la désignation des autres membres du Conseil fédéral d'appel.

Article 4.3.1.1.2.4 - Représentation au sein de la Commission médicale (Statuts FFC - Article 34)

Le Conseil d'Administration de la LNC nomme un membre de la Commission médicale de la FFC.

Article 4.3.1.1.2.5 - Représentation au sein de la Commission des agents sportifs (Statuts FFC - Article 35)

Le Conseil d'Administration de la LNC nomme un membre titulaire et un membre suppléant de la Commission des agents sportifs de la FFC.

Article 4.3.1.1.2.6 – Représentation au sein de la Commission route haut niveau (Convention FFC/LNC – Article 22)

Le Conseil d'Administration de la LNC nomme un membre de la Commission route haut niveau de la FFC.

Article 4.3.1.1.2.7 – Représentation au sein de la Commission d'évaluation

Le Conseil d'Administration de la LNC nomme quatre membres de la Commission d'évaluation.

Article 4.3.1.1.2.8 – Représentation au sein de la Commission de conciliation

Le président de la LNC est membre de la Commission de conciliation compétente lors d'un litige relatif à une décision prise par la LNC. Le Conseil d'Administration de la LNC nomme un second membre de cette Commission.

Paragraphe 2 - Commission mixte FFC/LNC (Convention FFC/LNC – Article 23)

Article 4.3.1.2.1

Le Conseil d'Administration de la LNC nomme deux représentants auprès de la Commission mixte FFC-LNC chargée d'examiner et de formuler toutes propositions, avis et suggestions relatifs aux dossiers communs à la FFC et à la LNC.

Paragraphe 3 – Représentation de la LNC auprès de l'UCI

Réservé

Section II – Contribution au développement du cyclisme amateur

Réservé

Partie 5 : LUTTE CONTRE LE DOPAGE

Réservé

Partie 6 : AGENTS SPORTIFS

Réservé

Partie 7 : REGLEMENTATION DES PARIS EN LIGNE

Réservé

Partie 8 : DNCG PRO

(Voté par le CA du 12 décembre 2013)

(Modifié par le CA du 27 juin 2014)

(Modifié par le CA du 26 juin 2015)

(Modifié par le CA du 8 décembre 2016)

(Modifié par le CA du 14 mars 2017)

(Modifié par le CA du 29 juin 2018)

(Modifié par le CA du 6 décembre 2018)

Article 8.1 – Objet de la DNCG Pro

En application de l'article L.132-2 du Code du Sport, il est institué au sein de la Ligue Nationale de Cyclisme (LNC) une « Direction Nationale de Contrôle et de Gestion » dite « DNCG Pro », chargée notamment d'assurer le contrôle de la gestion administrative, financière et juridique des « groupes cyclistes professionnels » (1ère Division, 2ème Division et 3ème Division) et des « organisateurs de courses cyclistes professionnelles ».

La DNCG Pro est composée de deux instances :

- la « DNCG Pro Groupes cyclistes » dont les missions et règles de fonctionnement sont prévues à l'article 8.2 du présent règlement ;
- la « DNCG Pro Organisateurs » dont les missions et règles de fonctionnement sont prévues à l'article 8.3 du présent règlement.

Afin d'assurer l'unité de la DNCG Pro, le président et secrétaire de chaque instance est identique pour la DNCG Pro Groupes cyclistes et la DNCG Pro Organisateurs.

Article 8.2 – DNCG Pro Groupes cyclistes

(Voté par le CA du 29 juin 2018)

(Voté par le CA du 6 décembre 2018)

8.2.1- Missions de la DNCG Pro

La DNCG Pro Groupes cyclistes a pour mission :

- D'assurer une mission d'information auprès des groupes cyclistes ;
- De contrôler le respect par les groupes cyclistes et par toute entité juridique s'y rattachant, des dispositions légales, conventionnelles et réglementaires qui leurs sont applicables ;
- D'examiner et d'apprécier la situation financière des groupes cyclistes et son évolution au cours de la saison (vérifier le caractère plausible et raisonnable du budget présenté par le groupe cycliste professionnel ainsi que sa santé économique) ;

A cet effet, les groupes cyclistes doivent, tout au long de la saison, informer la DNCG Pro de tout évènement ayant, ou pouvant avoir, une incidence sur leur budget.

- De contrôler et d'évaluer les projets d'achat, de cession et de changement d'actionnaires des groupes sportifs ;
- D'opérer un contrôle financier de l'activité des agents sportifs ;
- De contrôler et d'homologuer les contrats de travail et les avenants conclus avec les coureurs cyclistes professionnels évoluant dans les groupes cyclistes placés sous le contrôle de la LNC ;

Ce contrôle porte sur les points suivants :

- conditions générales de validité du contrat ;
- utilisation des contrats types (seuls des ajouts peuvent être effectués dès lors qu'ils apparaissent en gras et qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions légales, réglementaires et conventionnelles applicables) ;
- respect des salaires minima ;
- temps de travail des coureurs ;
- durée du contrat ;
- et, plus généralement, le respect des dispositions légales, réglementaires et conventionnelles applicables au contrat.

En cas de non homologation d'un contrat de travail, le coureur se verra refuser la délivrance de sa licence sportive.

Cette non-homologation n'a pas d'incidence quant à la validité du contrat de travail signé avec le coureur.

Les avenants non homologués doivent quant à eux faire l'objet d'une régularisation sous huitaine. Passé ce délai, la licence du coureur peut être suspendue temporairement.

- D'étudier les dossiers d'inscription des groupes cyclistes en 1^{ère}, 2^{ème} ou 3^{ème} division et d'autoriser, ou non, leur inscription en 1^{ère}, 2^{ème} ou 3^{ème} division dans les conditions définies aux articles 1.1.1 et suivants des règlements généraux.

Il est rappelé que chaque groupe cycliste s'engage à respecter une obligation générale de transparence et de coopération qui consiste à échanger loyalement avec la DNCG Pro afin de lui garantir un accès total à toutes les informations, toutes les données et tous les éléments nécessaires au plein exercice de ses missions.

Par ailleurs, l'ensemble des documents et pièces fournis à la DNCG Pro par un groupe cycliste ou par tout tiers ayant un lien juridique quelconque avec le groupe cycliste, y compris les documents émanant de leurs conseils, seront réputés avoir été visés par le représentant légal du groupe cycliste. Il appartient aux groupes cyclistes d'organiser en conséquence leurs procédures internes de validation et de communication de ces documents et pièces.

8.2.2- Prerogatives de la DNCG Pro

Afin de mener à bien les différentes missions listées à l'article 8.2.1 des présents règlements, la DNCG Pro peut, à tout moment, et en fonction des informations qui auraient pu être portées à sa connaissance :

- obtenir des groupes cyclistes tout document ou toute information qu'elle jugera utile à l'accomplissement de ses missions ;
- obtenir des personnes morales ou physiques ayant un lien juridique quelconque avec un groupe cycliste tout document ou toute information qu'elle jugera utile à l'accomplissement de ses missions ;
- obtenir des agents sportifs tout document ou tout renseignement qu'elle jugera utile à l'accomplissement de ses missions ;
- mettre en œuvre un contrôle renforcé des groupes cyclistes ;
- Rendre obligatoire la délégation de la gestion des prix de courses à la LNC prévue par les articles 10.2.1 et suivants des présents règlements ;
- en cas de situation financière ou comptable préoccupante, diligenter un contrôle ou un audit dans les locaux des groupes sportifs ;
 - Ce contrôle peut être effectué par un ou plusieurs membres de la DNCG Pro ou par une structure indépendante ;
 - Les frais induits par ce contrôle sont à la charge exclusive du groupe cycliste, après que celui-ci en ait été averti ;
 - La DNCG Pro pourra, sur le fondement de ce contrôle ou de cet audit, prendre toute décision qu'elle jugera appropriée dans le cadre de ses compétences.
- Procéder à l'audition des dirigeants des groupes cyclistes ;
- Homologuer ou non les contrats de travail des coureurs cyclistes et leurs avenants ;
- Décider d'inscrire ou non les groupes cyclistes en 1^{ère}, 2^{ème} ou 3^{ème} division dans les conditions définies aux articles 1.1.1 et suivants des présents règlements ;
- Prononcer des sanctions à l'égard des groupes cyclistes dans les conditions définies à l'article 8.2.3 des présents règlements.

8.2.3 – Mesures et Sanctions

En cas de manquements constatés par la DNCG Pro, les mesures et sanctions suivantes pourront être prononcées, étant précisé que celles-ci pourront être aménagées en fonction de la nature et du degré de gravité du manquement :

- En cas de retard dans la communication de documents demandés par la DNCG Pro, de la part du groupe cycliste ou d’une personne physique ou morale ayant un lien juridique quelconque avec ce dernier, et après mise en demeure restée infructueuse, il sera fait application à l’encontre du groupe cycliste de l’une des mesures forfaitaires suivantes :
 - Amende de 50 euros par document et par jour de retard pour les 7 premiers jours de retard ;
 - Amende de 100 euros par document et par jour de retard, dès le 1er jour de retard, à partir du 8ème jour de retard ;
 - Ces montants seront doublés en cas de récidive.

- En cas de refus de communiquer un document ou une information demandés par la DNCG Pro, de la part du groupe cycliste ou d’une personne physique ou morale ayant un lien juridique quelconque avec ce dernier, et après mise en demeure restée infructueuse, il sera fait application à l’encontre du groupe cycliste de l’une des mesures forfaitaires suivantes :
 - Amende de 100 euros par document et par jour de retard pour les 7 premiers jours de retard ;
 - Amende de 200 euros par document et par jour de retard, dès le 1er jour de retard, à partir du 8ème jour de retard ;
 - Ces montants seront doublés en cas de récidive.

- En cas de communication d’informations ou de documents frauduleux de la part du groupe cycliste ou d’une personne physique ou morale ayant un lien juridique quelconque avec ce dernier :
 - Amende pouvant aller jusqu’à 10.000 euros par document frauduleux à l’encontre du groupe cycliste ;
 - Ce montant sera doublé en cas de récidive.

- En cas de non-respect des obligations légales, règlementaires ou conventionnelles applicables au groupe cycliste, après mise en demeure de se mettre en conformité restée infructueuse :
 - Amende pouvant varier de 50 euros à 200 euros par document et par jour de retard pour les 7 premiers jours de retard selon l’importance du document ;
 - A partir du 8^{ème} jour de retard, amende de 200 euros à 400 euros par document et par jour de retard selon l’importance du document et ce, à compter du 1^{er} jour de retard ;
 - Ces montants seront doublés en cas de récidive.

- Dans le cadre de l'étude des dossiers d'inscription des groupes cyclistes en 1ère, 2ème ou 3ème division, en cas de non-respect des dates de communication prévues à l'annexe 1 des présents règlements, ou des délais de communication fixés par la DNCG Pro en fonction de ses demandes complémentaires, il sera fait application à l'encontre du groupe cycliste de l'une des mesures forfaitaires suivantes :
 - o Amende de 10 euros par document et par jour de retard pour les 7 premiers jours de retard ;
 - o A partir du 8^{ème} jour de retard, amende de 20 euros par document et par jour de retard et ce, à compter du 1^{er} jour de retard ;
 - o Ces montants seront doublés en cas de récidive.

Toutes les sanctions ou décisions prononcées par la DNCG Pro peuvent être assorties d'un sursis total ou partiel.

La DNCG Pro peut également décider de l'exécution provisoire de ses décisions.

La sanction assortie d'un sursis ne sera pas exécutée si, dans un délai de trois ans après son prononcé, le groupe cycliste sanctionné n'a fait l'objet d'aucune nouvelle sanction.

Toute nouvelle sanction pendant ce délai emporte révocation du sursis attaché à la précédente sanction. En conséquence, le groupe cycliste exécutera la sanction objet du sursis mais également la nouvelle sanction.

Par ailleurs, le groupe cycliste sanctionné par la DNCG Pro et qui a déjà fait l'objet, pendant la saison en cours et/ou lors des deux saisons sportives précédentes, d'une précédente sanction pour des faits similaires est en état de récidive. Cet élément constitue une circonstance aggravante dans la détermination de la sanction.

Article 8.2.4 – Composition

La DNCG Pro Groupes cyclistes est composée d'au moins 3 membres et d'un maximum de 7 nommés par le Conseil d'Administration de la LNC pour leurs compétences en matière juridique, comptable ou financière, à savoir au moins 2 experts comptables et un juriste.

Dans tous les cas :

- la FFC dispose d'un représentant au sein de la DNCG Pro Groupes cyclistes.
- la majorité des membres ne doit pas appartenir aux instances dirigeantes.

Il est nommé, par le Conseil d'Administration de la LNC, un président désigné parmi les membres et un secrétaire, salarié de la LNC, qui assure le fonctionnement général de la DNCG Pro Groupes cyclistes. Ce dernier ne prend pas part aux délibérations. Le président et le secrétaire nommés doivent être identiques à ceux désignés en application de l'article 8.3.3 du présent règlement.

Article 8.2.5 – Incompatibilités et obligations des membres

Les membres de la DNCG Pro Groupes cyclistes ne doivent appartenir ni au conseil d'Administration de la LNC ni au conseil fédéral de la FFC, ni être membre d'un groupe cycliste professionnel ou d'une équipe de division nationale.

Les membres sont astreints dans le cadre de leur mission à une stricte obligation de confidentialité quant aux informations dont ils ont connaissance. Tout manquement à cette obligation sera susceptible de faire l'objet d'une exclusion sur décision du Conseil d'Administration de la LNC.

Ils ne peuvent prendre part aux délibérations lorsqu'ils ont un intérêt direct ou indirect à l'affaire.

Article 8.2.6 - Mandat

Sauf empêchement acté par le Conseil d'Administration de la LNC, la nomination des membres de la DNCG Pro Groupes cyclistes est effectuée pour les quatre années à venir lors de la première réunion du Conseil d'Administration de la LNC suivant l'Assemblée Générale quadriennale élective de la Fédération Française de Cyclisme.

A l'issue de la période quadriennale, les mandats prennent automatiquement fin lors de la réunion évoquée au précédent alinéa, au cours de laquelle le Conseil d'Administration de la LNC nomme les nouveaux membres.

Les membres de la DNCG Pro Groupes cyclistes ne peuvent être remplacés en cours de mandat, sauf en cas de faute grave, reconnue par le Conseil d'Administration de la LNC, de démission ou décès. Le mandat des membres ainsi nouvellement désignés prend fin à la date où devait normalement expirer celui des membres remplacés.

Article 8.2.7 – Réunions et délibérations

La DNCG Pro Groupes cyclistes se réunit en principe au siège de la LNC étant précisé que la réunion sous forme de conférence téléphonique est possible.

La validité des délibérations est soumise à la participation d'au moins 3 membres. Chaque membre peut manifester sa décision par courriel.

- lorsqu'il s'agit de se prononcer sur les obligations en matière de production de documents (Annexe 1) peu importe la composition de la DNCG Pro Groupes cyclistes ;
- lorsqu'il s'agit de se prononcer sur le contrôle comptable et financier, la présence d'au moins un expert-comptable est requise ;
- lorsqu'il s'agit de se prononcer sur le contrôle juridique, la présence d'au moins un juriste est requise.

La DNCG Pro Groupes cyclistes statue par décision motivée après avoir auditionné les parties si cela est nécessaire.

La décision, l'avis ou plus généralement la mesure prise, sont signés par le président et /ou le secrétaire ou en cas d'empêchement, un des membres. Elle est notifiée en principe par courriel et/ou par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle comprend l'indication des voies et délais d'appel.

Article 8.2.8 - Saisine

En dehors des contrôles périodiques obligatoires, la DNCG pro Groupes cyclistes peut à tout moment se saisir dans son domaine de compétence. Dans ce cadre, toute personne physique ou morale peut porter à la connaissance de la DNCG Pro Groupes cyclistes des faits qu'elle estime être contraire aux dispositions légales, conventionnelles ou réglementaires applicables aux groupes cyclistes.

La DNCG Pro Groupes cyclistes demeure toutefois seule juge pour apprécier de l'opportunité de donner ou non une suite aux éléments fournis.

Par exception, la DNCG Pro Groupes cyclistes doit obligatoirement se prononcer dès lors qu'elle est saisie par le Conseil d'Administration de la LNC ou le conseil Fédéral de la FFC.

Article 8.2.9 – Recours contre les décisions de la « DNCG Pro Groupes cyclistes »

La voie de recours est l'appel, lequel est suspensif sauf si la DNCG Pro Groupes cyclistes en dispose autrement. En cas de non respect d'une décision exécutoire, le groupe cycliste pourra faire l'objet de sanctions complémentaires. Les décisions de la DNCG Pro Groupes cyclistes peuvent être frappées d'appel devant le Conseil fédéral d'appel de la FFC selon les modalités prévues à son règlement.

Pour rappel, l'article 7 du règlement de la CACG de la FFC prévoit que les décisions précitées peuvent être frappées d'appel devant la Formation ad hoc du Conseil Fédéral d'Appel de la FFC par la personne licenciée ou le représentant légal du membre affilié ayant fait l'objet d'une décision ou d'une sanction par l'autorité de première instance, ceci dans un délai de dix jours à compter de la réception de la notification de la décision de première instance (délai porté à quinze jours si l'association est située hors métropole).

L'appel est adressé par lettre recommandée avec accusé de réception au Président de la Formation Ad Hoc du Conseil Fédéral d'Appel.

La Formation ad hoc du Conseil Fédéral d'Appel statue en dernier ressort sur la base des éléments communiqués en première instance et sur la base des documents joints à l'appel. Cette Formation ne peut délibérer valablement que lorsque deux au moins de ses membres sont présents.

En cas d'impératifs liés à la bonne organisation des compétitions, la procédure sera essentiellement écrite, c'est-à-dire que la requête du club ainsi que les nouveaux éléments produits, seront directement examinés par la Formation ad hoc du Conseil, en dehors de toute convocation du club. La Formation rendra sa décision à la suite d'une réunion qui pourra être une réunion téléphonique, après avoir pris connaissance, et ce par tout moyen de transmission, des éléments présentés par le club requérant.

Toutefois, et par dérogation aux dispositions susvisées, le club requérant pourra être convoqué sur décision expresse du Président de l'organe d'appel compétent, dans un délai d'extrême urgence de 72 heures.

Dans les autres cas, le club requérant sera convoqué dans un délai raisonnable par le Président de la Formation ad hoc du Conseil afin qu'il puisse présenter de nouveaux éléments et être entendu à cet effet.

La décision est notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception, ou par tout autre moyen permettant la preuve de la bonne réception, au représentant légal de l'association. La décision indique les délais et les voies de recours.

Article 8.3 – DNCG Pro Organisateurs

(Voté par le CA du 6 décembre 2018)

Article 8.3.1 – Missions

L'article 1.2.031 des règlements de l'UCI prévoit que l'organisateur d'une épreuve cycliste doit être licencié de sa fédération nationale. Il appartient à cette dernière de transmettre à l'UCI la demande d'inscription d'un organisateur d'épreuve après avoir vérifié que les conditions d'organisation étaient respectées.

L'article 3 de la convention conclue entre la FFC et la LNC prévoit quant à lui la compétence de la LNC afin de fixer les conditions d'organisation des compétitions professionnelles et **d'effectuer un contrôle de gestion des structures organisatrices en première instance**. Enfin, l'élaboration du calendrier des courses cyclistes professionnelles est une compétence partagée de la LNC et de la FFC.

Dès lors, la DNCG Pro Organisateurs a pour mission :

- D'assurer une mission d'information auprès des organisateurs de courses cyclistes professionnelles;
- De contrôler le respect par les organisateurs de courses cyclistes professionnelles et par toute entité juridique s'y rattachant, des dispositions légales, conventionnelles et réglementaires qui leurs sont applicables ;
- De conseiller les organisateurs de courses cyclistes professionnelles quant à l'organisation de leur épreuve ;
- De contrôler les organisateurs de courses cyclistes professionnelles sur le respect des conditions, notamment techniques, comptables, financières et juridiques, permettant l'organisation d'une telle épreuve, et plus précisément d'examiner et d'apprécier la situation financière des organisateurs de courses cyclistes professionnelles et son évolution au cours de la saison (vérifier le caractère plausible et raisonnable du budget présenté ainsi que sa santé économique) ;

A cet effet, les organisateurs de courses cyclistes professionnelles doivent, tout au long de la saison, informer la DNCG Pro de tout évènement ayant, ou pouvant avoir, une incidence sur la tenue de leur épreuve.

- Dans les conditions définies aux articles 1.2.1. et suivants des présents règlements, d'étudier les dossiers d'inscription des organisateurs de courses cyclistes professionnelles et de rendre une décision favorable, ou défavorable, quant à l'inscription de leur épreuve au calendrier « Route UCI » ;

Il est rappelé que chaque organisateur de courses cyclistes professionnelles s'engage à respecter une obligation générale de transparence et de coopération qui consiste à échanger loyalement avec la DNCG Pro afin de lui garantir un accès total à toutes les informations, toutes les données et tous les éléments nécessaires au plein exercice de ses missions.

Par ailleurs, l'ensemble des documents et pièces fournis à la DNCG Pro par un organisateur de courses cyclistes professionnelles ou par tout tiers ayant un lien juridique quelconque avec l'organisateur de courses cyclistes professionnelles, y compris les documents émanant de leurs conseils, seront réputés avoir été visés par le représentant légal de l'organisateur de courses cyclistes professionnelles. Il appartient aux

organisateur de courses cyclistes professionnelles d'organiser en conséquence leurs procédures internes de validation et de communication de ces documents et pièces.

8.3.2- Prerogatives de la DNCG Pro

Afin de mener à bien les différentes missions listées à l'article 8.3.1 des présents règlements, la DNCG Pro peut, à tout moment, et en fonction des informations qui auraient pu être portées à sa connaissance :

- obtenir des organisateurs de courses cyclistes professionnelles tout document ou toute information qu'elle jugera utile à l'accomplissement de ses missions ;
- obtenir des personnes morales ou physiques ayant un lien juridique quelconque avec un organisateur de courses cyclistes professionnelles tout document ou toute information qu'elle jugera utile à l'accomplissement de ses missions ;
- mettre en œuvre un contrôle renforcé des organisateurs de courses cyclistes professionnelles ;
- en cas de situation financière ou comptable préoccupante, diligenter un contrôle ou un audit dans les locaux des organisateurs de courses cyclistes professionnelles ;
 - Ce contrôle peut être effectué par un ou plusieurs membres de la DNCG Pro ou par une structure indépendante ;
 - Les frais induits par ce contrôle sont à la charge exclusive de l'organisateur de courses cyclistes professionnelles, après que celui-ci en ait été averti ;
 - La DNCG Pro pourra, sur le fondement de ce contrôle ou de cet audit, prendre toute décision qu'elle jugera appropriée dans le cadre de ses compétences.
- Procéder à l'audition des dirigeants des organisateurs de courses cyclistes professionnelles ;
- Décider de rendre une décision favorable, ou défavorable, quant à l'inscription de l'épreuve au calendrier « Route UCI dans les conditions définies aux articles 1.2.1 et suivants des présents règlements ;
- Prononcer des sanctions à l'égard des organisateurs de courses cyclistes professionnelles dans les conditions définies à l'article 8.3.3 des présents règlements.

8.3.3 – Mesures et Sanctions

En cas de manquements constatés par la DNCG Pro, les mesures et sanctions suivantes pourront être prononcées, étant précisé que celles-ci pourront être aménagées en fonction de la nature et du degré de gravité du manquement :

- En cas de retard dans la communication de documents demandés par la DNCG Pro, de la part de l'organisateur de courses cyclistes professionnelles ou d'une personne physique ou morale ayant un lien juridique quelconque avec ce dernier, et après mise en demeure restée infructueuse, il sera fait application à l'encontre de l'organisateur de courses cyclistes professionnelles de l'une des

mesures forfaitaires suivantes, étant précisé que le décompte des jours de retard débute le lendemain de la date butoir prévue dans la mise en demeure :

- Amende de 50 euros par document et par jour de retard pour les 7 premiers jours de retard ;
 - Amende de 100 euros par document et par jour de retard, dès le 1er jour de retard, à partir du 8ème jour de retard ;
 - Ces montants seront doublés en cas de récidive.
- En cas de refus de communiquer un document ou une information demandés par la DNCG Pro, de la part de l’organisateur de courses cyclistes professionnelles ou d’une personne physique ou morale ayant un lien juridique quelconque avec ce dernier, et après mise en demeure restée infructueuse, il sera fait application à l’encontre de l’organisateur de courses cyclistes professionnelles de l’une des mesures forfaitaires suivantes, étant précisé que le décompte des jours de retard débute le lendemain de la date butoir prévue dans la mise en demeure :
- Amende de 100 euros par document et par jour de retard pour les 7 premiers jours de retard ;
 - Amende de 200 euros par document et par jour de retard, dès le 1er jour de retard, à partir du 8ème jour de retard ;
 - Ces montants seront doublés en cas de récidive.
- En cas de communication d’informations ou de documents frauduleux de la part de l’organisateur de courses cyclistes professionnelles ou d’une personne physique ou morale ayant un lien juridique quelconque avec ce dernier, il sera fait application à l’encontre de l’organisateur de courses cyclistes professionnelles de l’une des mesures forfaitaires suivantes:
- Amende pouvant aller jusqu’à 10.000 euros par document frauduleux à l’encontre du groupe cycliste ;
 - Ce montant sera doublé en cas de récidive.
- En cas de non-respect des obligations légales, réglementaires ou conventionnelles applicables à l’organisateur de courses cyclistes professionnelles, il sera fait application à l’encontre de l’organisateur de courses cyclistes professionnelles de l’une des mesures forfaitaires suivantes, étant précisé que le décompte des jours de retard débute le lendemain de la date butoir prévue dans la mise en demeure :
- Amende pouvant varier de 50 euros à 200 euros par document et par jour de retard pour les 7 premiers jours de retard selon l’importance du document ;
 - A partir du 8^{ème} jour de retard, amende de 200 euros à 400 euros par document et par jour de retard selon l’importance du document et ce, à compter du 1^{er} jour de retard ;
 - Ces montants seront doublés en cas de récidive.

Toutes les sanctions ou décisions prononcées par la DNCG Pro peuvent être assorties d'un sursis total ou partiel.

La DNCG Pro peut également décider de l'exécution provisoire de ses décisions.

La sanction assortie d'un sursis ne sera pas exécutée si, dans un délai de trois ans après son prononcé, le groupe cycliste sanctionné n'a fait l'objet d'aucune nouvelle sanction.

Toute nouvelle sanction pendant ce délai emporte révocation du sursis attaché à la précédente sanction. En conséquence, l'organisateur de courses cyclistes professionnelles exécutera la sanction objet du sursis mais également la nouvelle sanction.

Par ailleurs, l'organisateur de courses cyclistes professionnelles sanctionné par la DNCG Pro et qui a déjà fait l'objet, pendant la saison en cours et/ou lors des deux saisons sportives précédentes, d'une précédente sanction pour des faits similaires est en état de récidive. Cet élément constitue une circonstance aggravante dans la détermination de la sanction.

Article 8.3.4 – Composition

La DNCG Pro Organismateurs est composée d'au moins 4 membres et d'un maximum de 7 nommés par le Conseil d'Administration de la LNC pour leurs compétences en matière d'organisation de courses, juridiques, comptables ou financières. Ces compétences ne sont pas cumulatives.

A cette fin, elle comprend au moins deux membres pouvant justifier d'une expérience approfondie en matière d'organisation de courses cyclistes professionnelles, un expert-comptable et un juriste.

Dans tous les cas, la FFC dispose d'un représentant au sein de la DNCG Pro Organismateurs.

Il est nommé, par le Conseil d'Administration de la LNC, un président désigné parmi les membres et un secrétaire, salarié de la LNC, qui assure le fonctionnement général de la DNCG Pro Organismateurs. Ce dernier ne prend pas part aux délibérations. Le président et le secrétaire nommés doivent être identiques à ceux désignés en application de l'article 8.2.4 du présent règlement.

Article 8.3.5 – Incompatibilités et obligations des membres

Les membres de la DNCG Pro Organismateurs ne doivent appartenir ni au conseil d'Administration de la LNC ni au conseil fédéral de la FFC, ni être organisateur ou dirigeant de courses cyclistes professionnelles.

Les membres sont astreints dans le cadre de leur mission à une stricte obligation de confidentialité quant aux informations dont ils ont connaissance. Tout manquement à cette obligation sera susceptible de faire l'objet d'une exclusion sur décision du Conseil d'Administration de la LNC.

Ils ne peuvent prendre part aux délibérations lorsqu'ils ont un intérêt direct ou indirect à l'affaire.

Les fonctions de membre de la DNCG Pro Organismateurs sont incompatibles avec celles de Président de Comité d'organisation de course cycliste ou de Président d'un club support à une course cycliste.

Article 8.3.6 - Mandat

Sauf empêchement acté par le Conseil d'Administration de la LNC, la nomination des membres de la DNCG Pro Organismateurs est effectuée pour les quatre années à venir lors de la première réunion du Conseil d'Administration de la LNC suivant l'Assemblée Générale quadriennale électorale de la Fédération Française de Cyclisme.

A l'issue de la période quadriennale, les mandats prennent automatiquement fin lors de la réunion évoquée au précédent alinéa, au cours de laquelle le Conseil d'Administration de la LNC nomme les nouveaux membres.

Les membres de la DNCG Pro Organismateurs ne peuvent être remplacés en cours de mandat, sauf en cas de faute grave, reconnue par le Conseil d'Administration de la LNC, de démission ou décès. Le mandat des membres ainsi nouvellement désignés prend fin à la date où devait normalement expirer celui des membres remplacés.

Article 8.3.7 – Réunions et délibérations

La DNCG Pro Organismateurs se réunit en principe au siège de la LNC étant précisé que la réunion sous forme de conférence téléphonique est possible.

La validité des délibérations est soumise à la participation d'au moins 3 membres. Chaque membre peut manifester sa décision par courriel.

Lorsqu'il s'agit de se prononcer sur les obligations en matière de production de documents, peu importe la composition de la DNCG Pro Organismateurs.

La DNCG Pro Organismateurs statue par décision motivée après avoir auditionné les parties si cela est nécessaire.

La décision, l'avis ou plus généralement la mesure prise, sont signés par le président et /ou le secrétaire ou en cas d'empêchement, un des membres. Elle est notifiée en principe par courriel et/ou par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle comprend l'indication des voies et délais d'appel.

Article 8.3.8 - Saisine

En dehors des contrôles périodiques obligatoires, la DNCG pro Organismateurs peut à tout moment se saisir dans son domaine de compétence. Dans ce cadre, toute personne physique ou morale peut porter à la connaissance de la DNCG Pro Organismateurs des faits qu'elle estime être contraire aux points mentionnés à l'article 8.3.8.

La DNCG Pro Organismateurs demeure toutefois seule juge pour apprécier de l'opportunité de donner ou non une suite aux éléments fournis.

Par exception, la DNCG Pro Organismateurs doit obligatoirement se prononcer dès lors qu'elle est saisie par le Conseil d'Administration de la LNC ou le conseil Fédéral de la FFC.

Article 8.3.9 – Recours contre les décisions de la « DNCG Pro Organisateurs »

La voie de recours est l'appel, lequel est suspensif sauf si la DNCG Pro Organisateurs en dispose autrement. En cas de non respect d'une décision exécutoire, l'organisateur pourra faire l'objet de sanctions complémentaires. Les décisions de la DNCG Pro Organisateurs peuvent être frappées d'appel devant le Conseil fédéral d'appel de la FFC selon les modalités prévues à son règlement.

Pour rappel, l'article 7 du règlement de la CACG de la FFC prévoit que les décisions précitées peuvent être frappées d'appel devant la Formation ad hoc du Conseil Fédéral d'Appel de la FFC par la personne licenciée ou le représentant légal du membre affilié ayant fait l'objet d'une décision ou d'une sanction par l'autorité de première instance, ceci dans un délai de dix jours à compter de la réception de la notification de la décision de première instance (délai porté à quinze jours si l'association est située hors métropole).

L'appel est adressé par lettre recommandée avec accusé de réception au Président de la Formation Ad Hoc du Conseil Fédéral d'Appel.

La Formation ad hoc du Conseil Fédéral d'Appel statue en dernier ressort sur la base des éléments communiqués en première instance et sur la base des documents joints à l'appel. Cette Formation ne peut délibérer valablement que lorsque deux au moins de ses membres sont présents.

En cas d'impératifs liés à la bonne organisation des compétitions, la procédure sera essentiellement écrite, c'est-à-dire que la requête du club ainsi que les nouveaux éléments produits, seront directement examinés par la Formation ad hoc du Conseil, en dehors de toute convocation du club. La Formation rendra sa décision à la suite d'une réunion qui pourra être une réunion téléphonique, après avoir pris connaissance, et ce par tout moyen de transmission, des éléments présentés par le club requérant.

Toutefois, et par dérogation aux dispositions susvisées, le club requérant pourra être convoqué sur décision expresse du Président de l'organe d'appel compétent, dans un délai d'extrême urgence de 72 heures.

Dans les autres cas, le club requérant sera convoqué dans un délai raisonnable par le Président de la Formation ad hoc du Conseil afin qu'il puisse présenter de nouveaux éléments et être entendu à cet effet.

La décision est notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception, ou par tout autre moyen permettant la preuve de la bonne réception, au représentant légal de l'association. La décision indique les délais et les voies de recours.

Partie 9 : STATUT SOCIAL DES COUREURS CYCLISTES PROFESSIONNELS

(Voté par le CA du 19 février 2013)

Le bon déroulement des compétitions affiliées à la LNC et le respect de l'équité sportive, exigent que l'ensemble des groupes cyclistes professionnels soit soumis aux mêmes obligations, notamment sociales.

Par conséquent, l'affiliation du groupe cycliste professionnel à la LNC est conditionnée à l'application, par ce groupe cycliste, de l'Accord collectif des coureurs cyclistes professionnels :

- soit au travers de l'adhésion à l'organisme représentatif des groupes cyclistes professionnels signataire dudit accord ;
- soit par l'adhésion volontaire directe et sans réserve à cette convention collective, matérialisée par un courrier adressé par le groupe cycliste avant le début de la saison sportive à la Commission paritaire de l'Accord collectif des coureurs cyclistes professionnels. Ce courrier est adressé selon les modalités prévues à l'article 15-3-1 dudit accord. Une copie du courrier, ainsi qu'une preuve de sa réception par la Commission paritaire, devront être insérées dans le dossier communiqué à la DNCG Pro.

Partie 10 : PRIX DE COURSE

(Voté par le CA du 27 juin 2014)

(Modifiée par le CA du 10 décembre 2015)

Chapitre 1 : Disposition générales

Article 10.1.1 – Compétence de la LNC

La LNC s'assure de la répartition, entre les sportifs, des produits issus des compétitions (Convention FFC/LNC – Article 3, 3°).

La LNC et la FFC co-gèrent les prix issus des compétitions selon les stipulations prévues par l'Annexe financière à la convention conclue entre la FFC et la LNC (Convention FFC/LNC – Article 5, 7°).

Article 10.1.2 – Versement des prix par l'organisateur

Au plus tard 30 jours avant l'épreuve, l'organisateur doit verser dans les mains de sa fédération nationale le montant total des prix. La fédération nationale veillera à leur distribution. Le versement peut être remplacé par une garantie bancaire. Dans ce cas, les prix doivent être réglés par l'organisateur (**Règlement UCI – Article 1.2.071**).

L'organisateur doit tout mettre en œuvre pour que les prix de courses soient totalement versés un mois avant le départ de l'épreuve.

Tout règlement de prix intervenu entre 90 jours et six mois après l'arrivée de l'épreuve entraîne l'application d'une pénalité dont le taux est égal à 0,1 % par mois de retard. Le taux de la pénalité s'applique sur le montant total des prix non réglés.

Lorsque le retard de règlement des prix excède six mois, la pénalité applicable est égale à 1% des prix non réglés.

L'absence de règlement de l'intégralité des prix au-delà d'un délai de 12 mois après l'arrivée de l'épreuve conduit à la mise en œuvre d'un audit de la DNCG Pro Organismateurs. Celle-ci :

- s'assure que le retard de paiement n'est que conjoncturel ;
- aide le cas échéant l'organisateur à rechercher les pistes d'un redressement financier rapide ;
- alerte la LNC, dans l'hypothèse où la situation financière présenterait des risques sur la viabilité à court ou moyen terme de l'organisation.

L'organisateur dont les prix sont réglés plus de 90 jours après l'arrivée de l'épreuve est soumis, lors de sa prochaine candidature à l'inscription au calendrier des épreuves professionnelles, au contrôle de la DNCG Pro Organismateurs selon les modalités prévues aux articles 8.3 et suivants des présents règlements.

(Décision du CA du 14 juin 2011)

Article 10.1.3 – Affectation à un compte spécial (Convention FFC/LNC – Annexe financière, Article 1)

Les prix sont versés sur un compte spécialement ouvert à cet effet par la FFC et gérés dans le cadre d'une gestion consolidée avec les autres comptes de cette dernière.

Cette gestion n'impacte en rien les produits de placement des prix versés sur ce compte reversés à la LNC.

Les produits de placement des prix versés sur ce compte sont reversés à la LNC au plus tard le 31 janvier de chaque année.

Article 10.1.4 – Fonds de garantie des prix (Convention FFC/LNC – Annexe financière, Article 4)

La FFC s'engage à régler les prix d'une épreuve professionnelle en cas de manquement d'un organisateur à due concurrence d'une somme déterminée dans l'annexe financière de la Convention FFC/LNC.

Article 10.1.5 – Contestation des résultats (Règlement UCI – Article 1.2.073)

S'il y a contestation pouvant influencer la place donnant droit à un prix, le prix est retenu jusqu'à ce qu'il soit statué.

Dans l'hypothèse où la contestation serait retenue, et sauf disposition particulière, les suivants dans le classement avancent d'une place et ont droit au prix correspondant à leur nouvelle place.

Si un coureur ou un groupe cycliste perd la place qui lui a valu un prix, le prix doit alors être restitué.

Article 10.1.6 – Réduction ou suppression des prix (Règlement UCI – Article 1.2.074)

Si une épreuve ou une étape est courue à une moyenne horaire anormalement faible, le collège des commissaires peut, après consultation de l'organisateur, décider de réduire ou de supprimer les prix.

Chapitre 2 : Attribution des prix de course

Article 10.2.1 – Délégation de gestion à la LNC

La LNC est mandatée par les groupes cyclistes afin de gérer et de répartir, pour leur compte et en leur nom, les prix de course versés sur le compte spécial auprès de leurs salariés itinérants et sédentaires (ACCCP – Article 27-1 en ce qui concerne les coureurs).

A cette fin, pour la bonne forme, les groupes cyclistes mandatent, de façon individuelle et écrite la LNC au moyen d'un document transmis avec le dossier complet d'affiliation.

La LNC est chargée de répartir et de verser annuellement auprès des salariés des groupes cyclistes les prix de course en application d'accords d'intéressement.

Les prix de course versés sous forme de salaire demeureront directement versés aux groupes cyclistes par la LNC.

Article 10.2.2 – Caractère obligatoire ou facultatif du dispositif

Le présent dispositif est facultatif pour les groupes cyclistes de 1^{ère} et 2^{ème} division existants au 31 décembre 2013.

En revanche, il est obligatoire pour tout groupe cycliste :

- créé après le 31 octobre 2013 ;
- inscrit en 3^{ème} division ;
- qui n'a pas, au 1^{er} octobre de l'année en cours, renouvelé son partenariat pour la saison suivante ;
- qui est confronté à des difficultés importantes notamment d'ordre financier.

La DNCG Pro peut également, par décision motivée, rendre ce dispositif obligatoire à un groupe cycliste.

Article 10.2.3 – Transmission des informations à la LNC

Dès que les prix sont entièrement connus et disponibles, la LNC demande aux groupes cyclistes de lui communiquer les éléments permettant de calculer la répartition individuelle de l'intéressement.

Ces éléments doivent être transmis en une seule fois à la LNC.

La LNC se charge de réaliser le calcul puis d'opérer les virements à chaque salarié et de réaliser l'information individuelle. Le calcul est soumis au groupe cycliste pour avis.

Parallèlement, le groupe cycliste devra justifier à la LNC du respect de l'ensemble de ses obligations d'information et de consultation collectives de ses salariés, telles que prévues par l'accord d'intéressement et les dispositions légales en vigueur.

Article 10.2.4 – Versement des prix aux salariés et groupes cyclistes

Les prix de courses sont versés sous formes d'intéressement par la LNC pour le compte de chaque groupe cycliste lui ayant donné un mandat à cet effet.

La LNC verse également à chaque groupe cycliste les montants lui permettant de s'acquitter de l'ensemble des impôts, cotisations et charges sociales, patronales et salariales, dus au titre des prix de courses versés à ses salariés.

Les sommes sont versées par la LNC aux personnes concernées au plus tard au 31 mai de l'année suivant la saison au cours de laquelle les prix de courses ont été acquis, sous réserve que ces prix aient bien été versés par l'organisateur.

Une fois les sommes versées, la LNC en avertit immédiatement le groupe cycliste.

Si un plan d'épargne d'entreprise a été mis en place au sein du groupe cycliste, les salariés qui le souhaiteront pourront demander à la LNC que tout ou partie de leur prime d'intéressement soit versée sur celui-ci, dans les conditions et selon les modalités définies par le règlement de ce plan.

Le montant des prix de course devant être versés par le groupe cycliste à ses salariés sous forme de salaire (et non d'intéressement) est transmis par la LNC au groupe cycliste qui doit payer à ses salariés le montant qui leur est dû dans les conditions suivantes :

- Si le versement des prix de courses effectué par la LNC est intervenu au plus tard le 20 du mois, le groupe cycliste doit payer à ses salariés le montant dont ils peuvent prétendre à la fin du mois en cours;
- Si le versement des prix de course effectué par la LNC est intervenu après le 20 du mois, le groupe cycliste doit payer à ses salariés le montant dont ils peuvent prétendre au plus tard le mois suivant le versement effectué par la LNC.

Article 10.2.5 – Dispositions applicables en l'absence de délégation de gestion à la LNC

Une fois que la LNC a versé au groupe cycliste le montant des prix de courses devant être redistribués aux salariés sous forme d'intéressement et, le cas échéant de salaire, le groupe cycliste doit verser à ses salariés le montant qui leur est dû dans les conditions suivantes :

- Si le versement des prix de courses effectué par la LNC est intervenu au plus tard le 20 du mois, le groupe cycliste doit verser à ses salariés le montant dont ils peuvent prétendre à la fin du mois suivant le versement effectué par la LNC ;
- Si le versement des prix de course effectué par la LNC est intervenu après le 20 du mois, le groupe cycliste doit verser à ses salariés le montant dont ils peuvent prétendre dans les deux mois qui suivent le versement effectué par la LNC.

Article 10.2.6 – Entrée en vigueur et évolution du dispositif

Le dispositif prévu au présent chapitre entrera en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2015 au titre des prix de l'année 2014.

Un bilan sera réalisé à chaque fin d'année dans le cadre de la commission paritaire de l'ACCCP et le cas échéant de la DNCG Pro, pour évaluer la pertinence du dispositif et son extension éventuelle à titre obligatoire aux groupes cyclistes de 1^{ère} et 2^{ème} division.